

Rejoignez-nous sur le site

[www.alyammagazine.com](http://www.alyammagazine.com)



# الأيام

## AL AYAM

الاقتصادية  
(أسسها وفيق الطيبي سنة 1966)

1000 L.L

N° 107 - Février 2017

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

## Perspectives géopolitique pour 2017

**Sur le plan international, l'année 2016 présente un bilan très mitigé. Elle a été marquée par la fin de la présidence de Barak Obama à la tête de ce qui reste de la plus grande puissance du monde. De fait, le bilan d'Obama est très médiocre, il n'a rien fait pour changer le jeu obscur des États-Unis, par exemple au Proche-Orient (Palestine, Afghanistan, Irak, Syrie, etc.).**

Pire encore, avec ses réseaux gauchistes et l'aide d'associations comme la fondation Soros manipulant des groupes activistes, il a fomenté les événements révolutionnaires – très naïvement qualifiés de « printemps arabes ». Il faut bien constater un déclin des États-Unis, notamment au profit de leurs deux principaux concurrents : la Russie et la Chine. En effet, grâce au volontarisme de Vladimir Poutine, la Russie est redevenue une puissance importante avec des vues hégémoniques, notamment au Proche-Orient où l'effacement des États-Unis a été accentué par l'administration Obama qui a été incapable de provoquer la chute du régime Assad et a entrepris de se rapprocher du régime des mollahs iraniens aux dépens de ses alliés arabes traditionnels. Pour ce qui concerne la Chine, il est clair que Pékin a, d'une part, renforcé son statut de puissance économique et, d'autre part, décidé de s'affirmer comme une puissance hégémonique en Asie. En revanche, l'Union européenne a confirmé son inexistence politique alors que ses performances économiques envers les pays membres s'avèrent insatisfaisantes. Le vote des Britanniques en faveur du retrait de cette union (Brexit) a remis en question une construction artificielle qui suscite de plus en plus l'hostilité des peuples des nations européennes.

Enfin, les pays du Sud affichent pour la plupart un bilan assez consternant. Les États prétendent émergents comme le Brésil, le Mexique et, surtout, l'Afrique du Sud, sont en crise. L'Inde elle-même est encore loin de présenter une situation sereine d'autant plus que la remontée des cours des hydrocarbures ne lui est pas favorable, elle reste un pays pauvre où un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté tandis que la corruption a conduit à démonétiser des milliards de billets dans des conditions précipitées qui ont paralysé l'économie. Au sud de la Méditerranée, le chaos a régné de la Syrie à la Libye, l'Algérie restant paralysée politiquement et en crise économique du fait de la baisse des cours du pétrole, ce qui a accentué un fort mouvement

de mécontentement populaire. De fait seul le Maroc semble épargné tandis que la Tunisie a encore du mal à surmonter les effets des événements de 2011.

### Comment se présente l'année 2017

L'année 2017 a commencé avec les premiers pas de l'administration Trump aux États-Unis. Il est clair que le caractère « atypique » de ce président pose beaucoup de questions. Il y a une sorte d'énigme Trump. Il prétend redonner sa grandeur à son pays mais on peut se demander si cela relève du simple slogan ou d'un programme précis. Les grands axes de sa politique sont le protectionnisme économique et un certain désengagement sur le plan international. Sur le fond, ces options ne sont pas blâmables mais toute la question porte sur leur mise en œuvre. Donald Trump est un partisan de ce qu'on appelle en France le patriotisme économique. Il vient de remporter un incontestable succès en incitant de grands constructeurs d'automobiles de relocaliser aux États-Unis. Maintenant, il faut bien voir que la cible du président Trump sera axée sur ceux qui inondent le monde de produits bas de gamme fabriqués à bas prix par des salariés sous-payés. S'il engage vraiment la bataille contre la Chine, Trump va remettre en question la globalisation ultralibérale. Est-ce qu'il y est vraiment près ? C'est toute la question. Sur le plan politique, Trump est à la fois un adversaire de la Chine et un partisan du rapprochement avec la Russie. Pour le reste, il prône un désengagement de son pays – une forme d'isolationnisme – qui n'est pas rédhitoire si cela consiste à ce que Washington s'abstienne d'intervenir à tort et à travers dans les affaires des autres, avec les conséquences désastreuses comme ce fut le cas de la guerre contre l'Irak qui a livré ce pays à l'anarchie et à la domination des bandes pro-iraniennes, ou le soutien aux catastrophiques événements de 2011, qualifiés à tort de « printemps arabes ». En revanche si l'isolationnisme consiste à laisser le champ libre à des puissances hégémoniques comme la Chine ou la Russie, cela n'est guère souhaitable car nous avons besoin d'un monde équilibré où les forts ne doivent pas être trop forts, et les faibles trop faibles. Il faut un équilibre entre les puissances dans un monde dangereux : le Proche-Orient reste une poudrière du fait des crises non résolues (Palestine – et sur ce point l'alignement de Trump sur l'extrême-droite israélienne est bien inquiétant), des chaos (Syrie, Libye) des menaces potentielles (Algérie, activisme iranien) ; des innombrables problèmes qui s'opposent au développement de l'Afrique (mauvaise gouvernance, corruption, explosion démographique), de l'essoufflement des pays prétendument émergents (Mexique, Brésil, Afrique du Sud...)

Dans ce contexte morose, l'économie mondiale va probablement avoir de la peine à décoller. La croissance est trop faible pour espérer une reprise significative après la grande récession qui a suivi la crise financière des années 2008-2009. La Chine présentée comme le moteur de l'économie mondiale est confrontée à une flambée de la dette privée et engagée dans un difficile exercice de rééquilibrage de son modèle afin d'augmenter le secteur à valeur ajoutée et une relance publique au profit des services destinés au marché intérieur. En réalité, partout c'est l'expectative qui prévaut.

### Une Union européenne malade

Quant à l'Union européenne, ce n'est qu'un slogan et une bureaucratie. Elle ne produit rien, ne crée rien. Il y a simplement des nations avec leur économie et leur savoir-faire propres. Il est clair qu'une certaine propagande supranationale a surestimé l'attrait et l'influence de cette organisation régionale qui s'est construite sur de mauvaises bases en développant une bureaucratie tatillonne et en voulant détruire le cadre traditionnel des nations. Cette construction que l'on présentait comme une panacée a démontré ses faiblesses et les peuples ont découvert un projet hostile aux États-nations et aux nations elles-mêmes qui ne correspond pas à leurs attentes. Du coup, ils ne croient plus à cette forme d'union et c'est ce qui explique aussi le retrait voté par les Britanniques (Brexit) que la montée en puissance des mouvements souverainistes (c'est-à-dire nationalistes), populistes et/ou contestataires. Tous ces mouvements bénéficient du fossé qui se creuse entre la nomenclature européenne (y compris les médias) et les peuples qui sont souverainistes. En réalité, il y a un fossé entre l'idéologie supranationale libérale des eurocrates et les peuples qui ne sont pas favorables à l'ultralibéralisme. Au contraire, comme je l'expose dans un ouvrage qui paraîtra fin février aux éditions du Cerf (L'État-nation face à l'Europe des tribus) ils veulent plus d'autorité de l'État-nation pour sauvegarder le bien commun face aux intérêts particuliers. De fait, l'Union européenne est en panne comme est en panne la globalisation. En Europe, il y a de graves différends entre les conceptions des uns et des autres, par exemple sur la politique migratoire de Merkel. En 2017, les élections qui vont avoir lieu en France, en Allemagne et aux Pays Bas vont contribuer à faire adopter un profil bas aux partisans de l'eurocratie. À vrai dire, l'Union européenne doit être repensée

Dr Charles Saint-Prot, Directeur général de l'OEG



profondément. Il faut une réforme profonde laissant plus de place à la souveraineté des États et aux véritables aspirations des peuples, par exemple une majorité des peuples (78 % des Français), traumatisés par le terrorisme, veut l'abrogation ou une renégociation sérieuse de l'accord de Schengen de libre circulation des personnes entre les États signataires dudit accord.

### La région sud-méditerranéenne en crise

Il est incontestable que les évolutions mondiales, notamment celles des pays de la rive nord de la Méditerranée, ont des répercussions sur les pays de la rive sud. La plupart de ces pays sont également affectés par des menaces ou des désordres politiques, la persistance de conflits anciens (la Palestine), voire des chaos dramatiques (Irak, Syrie, Libye), sans compter des différends inutiles comme le complot séparatiste orchestré par le régime algérien au Sahara marocain. Par ailleurs, l'Algérie est une machine qui bouillonne en attendant l'explosion.

À l'exception du Maroc qui a préservé un équilibre institutionnel et social grâce à l'institution monarchique et à une vision globale de l'avenir (énergies renouvelables, développement économique, politique africaine de grande envergure, lutte contre l'extrémisme religieux...) les pays du Sud naviguent à vue. Souvent les interventions étrangères ont été catastrophiques, en particulier le jeu des États-Unis et ont favorisé les soulèvements de 2011 et plutôt soutenu les groupes islamistes qui avaient tiré leur épingle du jeu (Égypte, Tunisie). Les pays européens ont moins de moyens consacrés à l'aide au développement et beaucoup privilégient le seul aspect sécuritaire (lutte contre le terrorisme). En réalité, en Europe, seule la France a encore une politique au sud de la Méditerranée comme l'a démontré la tenue, le 15 janvier 2017, à Paris de la conférence pour la paix afin de réaffirmer leur soutien au règlement juste, durable et global du conflit israélo-palestinien sur la base d'une solution négociée avec deux États, Israël et la Palestine,

## Femmes et vie associative

Dr Zeina el Tibi

**L'action des associations est cruciale comme porte-paroles de la société civile. L'implication des femmes dans la société commence avec la création d'associations qui contribuent à promouvoir les activités professionnelles ou militantes des femmes .**

Sur la rive sud de la Méditerranée, la vie associative est souvent un moyen d'expression privilégié compensant parfois la modeste représentation féminine dans la vie politique.

En Tunisie qui se présente comme l'un des pays arabes les plus avancés concernant les droits de la femme par rapport à l'éducation, la présence de la femme dans le secteur économique ou politique est restée insuffisante. La femme arrive à assurer une présence sur la scène politique ou économique grâce à son implication dans la vie associative.

Au Royaume du Maroc, la femme a vite trouvé sa place dans le mouvement de progrès impulsé par la volonté royale. Le renforcement d'une société civile active et créatrice, avec des projets concrets et novateurs, a pu se mettre en place grâce à des associations féminines très dynamiques. A titre d'exemple, on peut noter l'action des femmes dans la mise en valeur des provinces du sud. Présidente de l'Association marocaine des femmes entrepreneurs pour le développement, Hajbouha Zoubeir, a noté l'apport considérable de la femme sahraouie

dans le développement du Sahara marocain. En Egypte malgré la langueur d'un système bureaucratique et très influencé par les idéologies les plus conservatrices, des femmes actives, entrepreneurs ou siégeant à des postes à responsabilité dans les secteurs privé, associatif ou public, ont entrepris de constituer des associations pour mieux faire entendre la voix des femmes, lutter contre des archaïsmes consternants (excision, mariage des petites filles, violences conjugales...) et encourager une vraie volonté politique d'améliorer la situation des femmes car, à la différence d'un pays comme le Maroc, la condition de la femme et le respect de ses droits n'est pas la priorité dans l'esprit des dirigeants.

En Afrique sub-saharienne, le dynamisme des femmes africaines dans la vie associative et les expériences coopératives est bien connu.

### Liban

Les bouleversements familiaux engendrés par les guerres et les crises socio-économiques ont fait prendre conscience à la femme de son rôle particulier pour la recherche d'une stabilité et de l'expression d'un état d'esprit constructif. Ce rôle s'exerce d'abord par l'implication dans la société civile. Par exemple, la femme libanaise occupe une grande place dans la vie associative et dans le secteur culturel où elle cherche à transmettre des messages sociétaux.

Au Liban, l'action des femmes s'exerce d'abord par l'implication dans la société civile. La femme libanaise occupe une grande place dans la vie associative et dans le secteur culturel. Par son action dans le secteur culturel, la femme libanaise (elle) cherche à transmettre des messages sociétaux.

Beaucoup de Libanaises ont la volonté d'entretenir un état d'esprit conduisant au dialogue intercommunautaire, de favoriser un climat de tolérance. On peut citer à cet égard le film de Nadine Labaki « Et maintenant on va où ? ».

En janvier 2007, à l'occasion de nouveaux affrontements interconfessionnels, les représentantes de 15 associations féminines libanaises ainsi que des juristes, avocates, enseignantes avaient lancé cet appel :

« Plus jamais la guerre et il serait temps de tourner la page pour construire ou reconstruire un pays uni et pacifié. »

Malheureusement, les actions des femmes, souvent menées à l'échelle locale, sont peu valorisées et trop rarement financées. Surtout,



il est nécessaire de gagner en efficacité. De nos jours, il faut passer à une nouvelle étape. Il est devenu indispensable que les associations de femmes des divers pays travaillent ensemble. Pour avoir du poids il faut représenter une force. C'est l'union qui fait la force.

En outre, seules des stratégies coordonnées, globales et à long terme permettront de faire avancer les choses. Pour cela il faudrait encourager le renforcement de réseaux de femmes ayant pour but de créer les conditions d'une coopération consolidée entre les femmes des diverses nations, notamment celles du sud et du nord de la Méditerranée. Il est souhaitable de renforcer le réseautage entre les associations de femmes de nos continents respectifs pour peser de tout notre poids comme force de proposition, de dialogue et de paix.

## Riz, café et pétrole : une plongée dans l'histoire des bourses de matières premières

**Le vendredi 30 décembre 2016 aura marqué la fin d'une époque : le New York Mercantile Exchange (NYMEX), principale bourse pétrolière mondiale, a définitivement basculé vers le tout électronique en fermant sa criée (trading floor).**

Cette dernière rassemblait, depuis sa création en 1872, les différents acteurs du marché – les traders et les brokers – en un même lieu sur l'une des places financières pétrolières les plus actives après celle de l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres.

Pour mémoire, les principales transactions s'effectuaient à la criée de la bourse de Paris jusqu'à l'informatisation du système en 1987 et la mise en place du système CAC (pour « cotation assistée en continu »). La fin de la corbeille parisienne avait annoncé la révolution de l'informatisation des systèmes de cotations boursières et le développement massif des transactions financières.

Ces décisions ne font que refléter une réalité : en décembre 2016, les transactions à la criée sur les marchés d'options pétrolières ne représentaient plus que 0,3 % des transactions globales contre plus de 95 % en 2008 !

### À l'origine des bourses de matières premières

Durant le XIXe et le XXe siècles, la volatilité des prix n'était pas absente des marchés de matières premières et même plutôt commune sur les marchés de matières premières agricoles. Il n'y a ainsi rien d'étonnant à ce que la première bourse créée aux États-Unis, en 1848, le Chicago Board of Trade (CBOT), se soit spécialisée sur les marchés agricoles et alimentaires (blé, maïs, etc.), largement dépendants de la variable climatique, morcelés en matière de production et donc soumis à une grande variabilité de l'offre.

Fruit de la volonté de quelques hommes de rassembler les différents acteurs (producteurs, consommateurs et traders) au sein d'un même lieu d'échanges, les bourses de matières premières se sont développées. L'histoire du Chicago Mercantile Exchange (CME) est à



cet égard passionnante, la bourse ayant été créée par quelques hommes passant une annonce dans un journal local pour attirer des personnes intéressées par l'organisation d'une bourse de commerce !

Dans de nombreux cas, les bourses de commerce

recèlent dans leur nom d'origine leur proximité avec le monde agricole : le Chicago Mercantile Exchange (CME), fondé en 1898 sous le nom de Chicago Butter and Egg Board ; le NYMEX créé par des laitiers de Manhattan s'appelait à l'époque de sa création le Butter and Cheese Exchange of New

York avant de se spécialiser dans la pomme de terre de Boston dans les années 1960 et l'énergie à la fin des années 1970. On peut citer encore le New York Board of Trade (NYBOT) composé du New York Cotton Exchange (NYCE, 1870) et du Coffee Sugar and Cocoa Exchange (CSCE, 1882).

#### Au commencement était le Japon

Si les États-Unis revendiquent la naissance des bourses de matières premières sur leur territoire, l'histoire nous apprend que la naissance du CBOT en 1848 avait été précédée au XVIIIe siècle par la place boursière de Dojima d'Osaka au Japon.

Dès 1697, cette bourse de commerce organise la collecte des informations (prix, qualité) et innove dans la mise en place d'instruments modernes de gestion du risque (invention du contrat financier standardisé) pour le commerce et le stockage du riz.

Cette denrée alimentaire est essentielle dans le Japon de la période Edo, à la fois pour la sécurité alimentaire mais également pour le pouvoir des Shoguns qui le collectent sous la forme d'impôt. Pour lutter contre la très forte cyclicité du prix du riz, récolté à cette époque une seule fois l'an, la place de Dojima inventa les outils et la logistique de gestion du risque de prix sur les marchés de matières premières. Un lieu d'échange, une criée, a ainsi été créé pour permettre aux acteurs de réaliser leurs transactions d'achats ou de ventes de riz.

Pour pallier difficultés d'écoute et au brouhaha des transactions, on y inventa le langage des signes du trading qui fit la gloire de la filmographie américaine sur le sujet.

Enfin, Dojima innova des métiers secondaires, comme ces water men, individus dont la fonction se résumait à arroser les acteurs qui continuaient à négocier après la fin de la séance journalière ! Ce système imaginaire ne fut malheureusement pas conservé, Dojima et les autres bourses de matières premières lui préférant l'utilisation de pétards, de gongs chinois ou d'une cloche

comme à Wall Street pour signifier le début et la fin de chaque séance.

#### L'avènement du marché financier pétrolier

Paradoxalement, alors que le pétrole est l'une des matières premières les plus échangées (en volume et en valeur), l'intérêt pour les contrats énergétiques est venu tardivement sur les bourses de matières premières.

Les rapports commerciaux observés jusqu'au premier choc pétrolier de 1973 expliquent largement ce paradoxe. En effet, dominée par des compagnies internationales intégrées (« les sept sœurs », Exxon, Mobil, Chevron, Texaco, Gulf, Royal Dutch Shell, BP) jusqu'à la fin des années 1960 et régie par des contrats pluriannuels, la filière n'offrait pas le facteur attractif pour les acteurs des bourses de matières premières, à savoir une forte volatilité des prix.

Les chocs pétroliers successifs de 1973 et de 1979 vont ainsi marquer une nouvelle ère pour les différents acteurs de l'économie mondiale avec l'introduction et la généralisation de l'instabilité et de la volatilité sur les marchés énergétiques.

En 1971, le New York Cotton Exchange a été la première Bourse de commerce à s'intéresser aux contrats à terme pour les matières premières énergétiques, avec le lancement d'un contrat sur le propane liquide. Cette tentative fut un échec en raison d'un volume de transactions limité.

Les marchés financiers n'offraient pas alors les garanties d'une gestion optimale du risque de prix. Mais la dynamique a toutefois été reprise par le NYMEX en 1978 avec le lancement simultané d'un contrat sur le fuel domestique et sur le fuel industriel et, au début des années 1980, avec le lancement d'un contrat sur l'essence (1981) et d'un contrat sur le pétrole brut (1983).

Faute de transactions suffisantes, le contrat sur le fuel industriel disparut rapidement, les autres connurent un essor à partir de 1981 suite à la déréglementation des prix de l'énergie mis en



place par l'administration Reagan et grâce à la libéralisation progressive des marchés financiers au début des années 1980.

#### Déréglementation, fusion et tout électronique

Les bourses de matières premières ont connu de nouvelles dynamiques durant les années 2000, ces dernières transformant progressivement leur fonctionnement. Elles ont ainsi enregistré un mouvement marqué de consolidation : en 2007, le Chicago Mercantile Exchange (CME) a racheté le CBOT puis le NYMEX en 2008 et le Kansas City Board of Trade (KCBT) en 2012 ; de son côté, l'ICE a consolidé ses activités en rachetant en 2007 le NYBOT et le Winnipeg Commodity Exchange puis l'European Climate Exchange (ECX) en 2010 et le NYSE Euronext en 2013.

Face à ces deux géants, la résistance s'organise et les contrepoids sont essentiellement asiatiques. Les transactions sur les marchés de matières premières ont ainsi explosé ces dernières années en Chine, en Inde, en Corée et à Singapour, mais également en Russie.

Les bourses de matières premières ont de même enregistré une double évolution liée à l'informatisation des systèmes. Si la dyna-

mique des transactions électroniques a débuté en 1971 avec le début de l'informatisation du Nasdaq, la période actuelle est clairement celle de la fin d'une époque avec la fermeture des dernières criées et seuls certains pans d'activités (soja, maïs, etc.) ou de marchés financiers (S&P 500) voient encore s'affronter tous les jours acheteurs et vendeurs, traders et brokers sur les parquets des places boursières.

En outre, ce mouvement s'accompagne d'une accélération du trading haute fréquence (HFT) à base d'algorithme traitant des milliers de transactions en quelques microsecondes.

Sur le seul CAC 40, l'Autorité des marchés financiers (AMF) estime que près de 50 % des ordres sont réalisés par le HFT et aux États-Unis, ce chiffre atteindrait près de 70 % !

Difficile d'anticiper les conséquences de cette dynamique sur la transparence de l'information entre tous les acteurs, la manipulation des cours ou la spéculation. La criée et le parquet étaient des lieux d'échanges d'information dans un milieu certes restreint d'acteurs mais ils illustraient parfaitement le concept de marché.

*Emmanuel Hache, Économiste et prospectiviste, IFP Énergies nouvelles*

## Mgr Capucci archevêque de Jérusalem et combattant de la Palestine

**Monseigneur Hillarion Capucci, ancien archevêque grec-catholique d'El Qods (Jérusalem) est mort en exil à Rome à l'âge de 94 ans. Né à Alep en Syrie en 1922, Monseigneur Capucci était archevêque grec-catholique de Jérusalem depuis 1965. Il était membre du synode des évêques grecs-catholiques et de l'ordre basilien d'Alep.**

Évêque de Jérusalem, il avait épousé la cause palestinienne qu'il devait défendre toute sa vie au point de devenir l'une des figures emblématiques de la Résistance. En 2009, à 86 ans, il était l'un des passagers d'un bateau humanitaire parti du Liban à destination de la bande de Gaza. Il avait également pris part

en 2010 à l'expédition de la « flottille Free Gaza » qui transportait de l'aide humanitaire et des matériaux de construction destinés à la population de Gaza.

En 1976, Mgr Capucci avait été arrêté par les occupants israéliens et accusé d'être en possession d'armes destinées à l'OLP. Condamné à 12 ans de prison, il fut libéré grâce à l'intervention du Vatican et s'établit à Rome. Devenu l'un des héros les plus emblématiques de la cause palestinienne. Durant toute sa vie, il a dénoncé la tragédie de l'occupation et les violations des droits de l'homme en Palestine, ne cessant de rappeler avec force que « le peuple palestinien est un peuple souffrant ». C'est à ce peuple souffrant que ce chrétien consacra sa vie et son énergie.

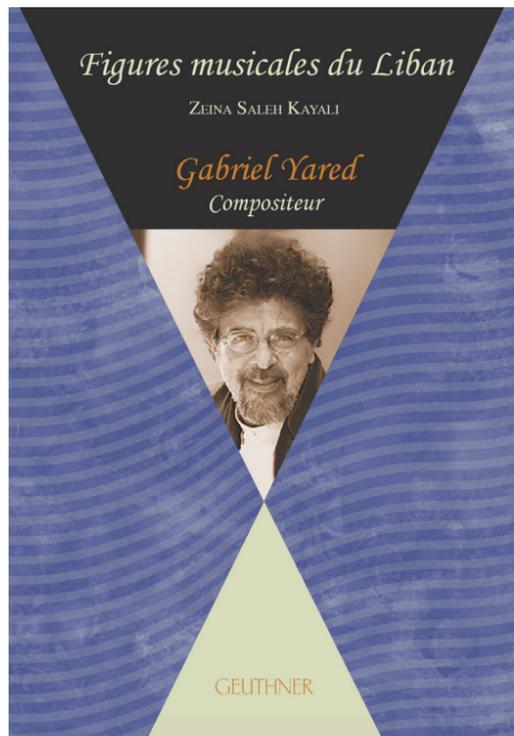
Charles Saint-Prot



## Figures musicales du Liban

*Zeina Saleh Kayali, chargée de mission à la délégation du Liban auprès de la délégation libanaise à l'UNESCO, Paris, avait naguère publié un livre de référence dans lequel sont répertoriés les compositeurs libanais et qui a conduit à la création du Centre du Patrimoine Musical du Liban à Jamhour, dont elle est la vice-présidente. Elle publie un ensemble de petits ouvrages sur le thème général « Figures musicales du Liban » aux éditions Geuthner à Paris, pour traiter de l'identité de la musique libanaise et son évolution depuis le XIXème siècle jusqu'à nos jours.*

Les quatre premiers titres sont consacrés à des compositeurs majeurs : Gabriel Yared, mondialement connu pour ses musiques de films, Bechara el Khoury, auteur d'une prestigieuse œuvre symphonique Zad Moultaqa, qui a réinventé la musique arabe contemporaine,

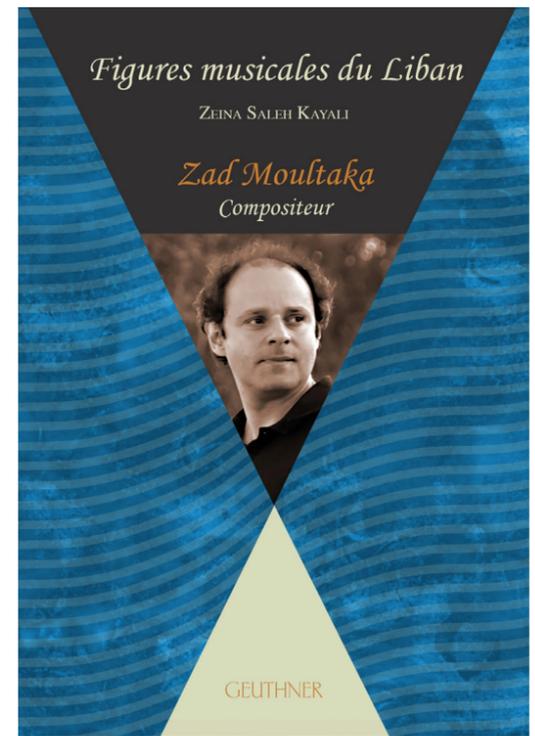


et Nagi Hakim dont les œuvres pour orgue et les oratorios sont très appréciées en Europe. Chaque livre propose une biographie du compositeur, une analyse de l'œuvre et des

extraits de sa musique sur une clé USB. Les prochains ouvrages porteront sur Abdel Rahman Bacha et son père Toufic Bacha ainsi que sur Ibrahim et Nassim Maalouf.

Le travail de Zeina Saleh Kayali est très précieux pour illustrer au-delà de ses grands musiciens, toute le capital culturel d'un Liban qui s'est toujours voulu un lien entre les cultures, celles d'Orient ou d'Occident. Comme l'affirme l'auteur « Nous les Libanais, sommes un peuple, qui s'est construit autour d'identités multiples, parfois complémentaires, parfois conflictuelles, mais cette multiplicité et cette diversité est certainement ce qui fait notre singularité, notre force et notre richesse. Si nous adoptons le principe de Platon selon qui il faut écouter la musique d'un peuple pour le connaître, la musique libanaise est exactement à notre image : Elle se nourrit de l'âme libanaise et elle est un pont entre les deux mondes ».

Grace à l'initiative de Zeina, et aux éditions Geuthner, le patrimoine musical libanais



trouve enfin un écrin « qui lui donne, auprès des Libanais ainsi que des mélomanes en général, la visibilité qu'il mérite ».

Al Ayam Paris

## Le projet Erasmus+ sur l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur inauguré à Beyrouth

**Un nouveau projet Erasmus + intitulé «Évaluation des programmes pour la transparence et la reconnaissance des compétences et qualifications» (TLQAA +) a été lancé aujourd'hui sous les auspices de S.E. Marwan Hamadeh, Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, en présence de S.E. Ambassadeur Christina Lassen, Chef de la Délégation de l'Union européenne au Liban. Le projet est financé par l'Union européenne dans le cadre du programme Erasmus + pour un montant de €881,555.**

La cérémonie de lancement, organisée par l'Université de Balamand et l'Académie libanaise des Beaux-Arts (ALBA), a réuni des représentants des ambassades de l'UE, des organisations nationales et internationales actives dans le domaine de l'éducation, des établissements d'enseignement supérieur et du secteur privé, ainsi que des universitaires et des étudiants.

L'ambassadeur Lassen a déclaré: « Pour réussir sur un marché mondial de l'emploi de plus en plus concurrentiel, les qualifications et les programmes doivent répondre aux normes mondiales. » Elle a ajouté: « Si les institutions libanaises d'enseignement supérieur veulent être en mesure de relever leurs défis, l'assurance qualité doit être au cœur du système. C'est une question de survie ».

Le projet TLQAA +, d'une durée de trois ans, soutiendra les institutions libanaises d'enseignement supérieur dans l'établissement des normes, des lignes directrices et des procédures d'évaluation de leurs programmes et appuiera la lisibilité et la cohérence des qualifications. Il fournira aux experts libanais du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur et des universités une formation et un renforcement des capacités dans le domaine de l'évaluation des programmes.

**Le projet rassemble un consortium de 23 partenaires:**

- 14 du Liban: le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, 12 universités libanaises, et l'Association des industriels libanais;
- 9 d'Europe: l'Association Européenne pour l'Assurance Qualité dans l'Enseignement Supérieur, 3 agences d'assurance qualité de l'Espagne et de la France et 5 universités européennes.

Les universités libanaises sont confrontées à une concurrence accrue à l'échelle régionale et mondiale, alors que les étudiants rencontrent des difficultés d'emploi. Ces universités libanaises ont reconnu ainsi la nécessité d'évaluer leurs programmes afin d'améliorer la qualité et de gagner la confiance des étudiants, des employeurs et des partenaires. Afin d'accroître l'employabilité des étudiants, les programmes universitaires doivent être plus pratiques, pertinents et axés sur le marché.

Erasmus+ est le programme de l'Union Européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport. Il prévoit d'allouer €28 millions en 2017 pour financer des projets dans la région européenne du voisinage du Sud qui comprend le Liban.

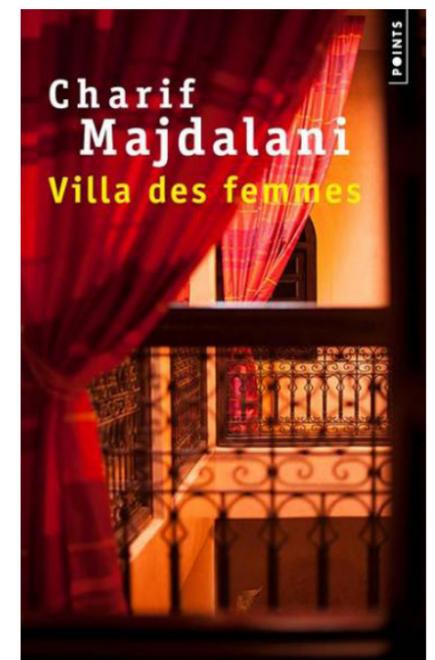


# Erasmus+

### Charif Majdalani, lauréat du Prix France Liban

*Le jury du Prix s'est réuni mercredi 25 janvier en présence du président de l'ADELF (L'Association des Ecrivains de Langue Française) afin de choisir le lauréat du cru 2015/2016 parmi les neuf ouvrages sélectionnés. Après des débats animés qui ont salué la très haute tenue de cette édition et la qualité de chacun des ouvrages en lice, les suffrages se sont portés sur « Villa des femmes ». Les jurés ont souligné la parfaite maîtrise du récit et la beauté du style de l'auteur, dans cette saga familiale qui restitue avec un grand sens du détail les années noires du déclenchement de la guerre civile et la fin d'un certain Liban.*

*Le jury est heureux de couronner un écrivain qui porte haut les couleurs de la littérature libanaise depuis de nombreuses années et son roman qui est sans doute le plus abouti.*



## مجلس بلدية بيروت يعرض خطته للمدينة... هل تُنفذ الوعود؟

تتمة الصفحة ١



تفعيل مراوح تنقية الهواء التي لا تعمل بكفاءة بسبب ضعف المولدات التي تزودها بالكهرباء وإضاءة النفق». وأكد رئيس البلدية أن «الحل الأمثل والوحيد للنفق هو هدمه وإعادة بنائه بسبب وجود مشاكل هندسية فيه، لكن... هذا الحل يفوق إمكاناتنا المادية

وعلى الصعيد البيئي ستم، بحسب رئيس البلدية، زراعة 5 آلاف شجرة في بيروت، وإعداد مخطط شامل للواجهة البحرية بهدف حمايتها.

وتحدث بعد المؤتمر المهندس إبراهيم منيمنة، من «بيروت مدينتي»، والناشط محمد أيوب من جمعية «نحن»، وطالبا البلدية باعتماد الشفافية في العمل، وعدم اقتصار إعلان المشاريع على العناوين فقط، وإنما طرح الخطط بشكل مفصل للرأي العام. ورد أيوب على جملة تصريحات لرئيس بلدية بيروت تناول فيها حماية حرج بيروت من قضم جزء منه لإقامة «المستشفى الميداني العسكري المصري».

وأرجع رئيس البلدية مشكلة التقنين الكهربائي في بيروت إلى «العجز في إنتاج الكهرباء وحاجة الشبكة الكهربائية في بيروت للتطوير»، مؤكداً «سد العجز الكهربائي والبالغ 150 ميغاواط خلال عامين».

وفي معرض حديثه عن ميزانية البلدية للعام 2017، أكد عيتاني تخصيص 188 مليار ليرة (حوالي 125 مليون دولار) للاستثمار في «تطوير البنية التحتية وتطبيق مبادئ التنقل السلس للمشاة وذوي الاحتياجات الخاصة في كافة الشوارع، وبناء مواقف تحت الأرض أسفل الحدائق العامة والساحات والملعب البلدي، إلى جانب بنائين مخصصين لركن السيارات بقدرة استيعابية لكافة هذه المشاريع تفوق 4 آلاف سيارة».

واقترح عيتاني «إنشاء خط خاص للحافلات السريعة في مسرب خاص بها للتخفيف من زحمة السير»، كما توقع أن يخفف مشروع الدراجات الهوائية الذي تم إطلاق نسخة تجريبية منه أخيراً من زحمة السير في شوارع بيروت.

وأعلن رئيس البلدية عن «تحسين الإنارة في بيروت مع خفض كلفة المحروقات للإنارة بنسبة 50 في المائة من خلال اعتماد بدل الإضاءة التقليدية»، إضافة إلى «تأهيل شامل LED إضاءة لنفق سليم سلام المعروف بنفق الموت، على أن تشمل العملية

تضغط النفايات وتحتوي على حجرات جمع منفصلة لجمعها، وإخضاع كميات النفايات لفرز ثان في معامل خاصة لتقليص كمية المواد التي سيتم تفكيكها حرارياً في المعمل».

وأشار رئيس البلدية إلى أن المشروع سيُقام على أحد أشكال الخصخصة «والتي سيُحددها الاستشاري الدولي الذي يضع الدراسة المالية للمعمل»، كما أكد «توقع عجز مالي في موازنة عام 7102 بقيمة 36 مليار ليرة (حوالي 24 مليون دولار أميركي)، بسبب زيادة تكاليف جمع وكس النفايات إلى نفقات البلدية».

وتطرق المؤتمر إلى موضوع الصرف الصحي في بيروت، الذي أكد عيتاني أنه سيتحسن مع استمرار ورشة وصل التمديدات لمحطة تكرير المياه في منطقة مصب نهر الغدير، جنوبي بيروت، «مع الإشارة إلى حاجة المحطة للتطوير، وإتمام كافة الدراسات اللازمة لإنشاء محطة تكرير ثانية في منطقة برج حمود، شمالي العاصمة، التي تتوقع إنجازها بمدة عامين».

وفي ملف تأمين مياه الشفة لبيروت، اعتبر عيتاني أن «إنشاء سدي جنة وبسري كفيلاً بتأمين المياه الكافية لبيروت العطشانة، ولكننا في البلدية ندرس حلاً قريباً الأمد للتخفيف من الأزمة حتى موعد الإنجاز المفترض لأول سد عام».

## ...و بيروت مدينتي تراقب أعمال البلدية



شاملة فيما يتعلق بالمساحات الخضراء، تنطلق من المساحة الحالية للحدائق والمناطق الخضراء في بيروت تطوير فريق صيانة الحدائق في البلدية وتجهيزه لمواكبة أعمال التأهيل كي يكون له الأولوية على الشركات الخاصة التي تزيد أكلاف الصيانة على خزينة البلدية.

للسياسات العقارية والسكنية المتعاقبة منذ نهاية الحرب الأهلية، يصل متوسط سعر الشقة في بيروت اليوم إلى أكثر من 750,000 دولار، أي ما يعادل 1270 ضعف الحد الأدنى للأجور. بهذا المعدل، أكثر من 50% من الأطفال الذين يعيشون حالياً في بيروت سيعجزون عن تأمين سكن لهم في المدينة.

### الملف الأول: إدارة النفايات الصلبة و«محرقة» بيروت

أعلن المجلس البلدي عن الخيارات الاستراتيجية لإدارة النفايات الصلبة في العاصمة، وهي تتضمن الفرز من المصدر وإعادة التدوير بالإضافة إلى اعتماد «تقنية التفكك الحراري» (الحرق) لتحويل النفايات المتبقية (حوالي 50%) إلى طاقة.

«بيروت مدينتي»، إذ تثنى على سعي المجلس البلدي لاعتماد الفرز من المصدر وإعادة التدوير ضمن الخطة و تدعو إلى اعتمادها دون تأخير، لكنها تعود و تذكر مجلس بلدية بيروت بخطورة موضوع المحارق لما تتضمنه من أخطار حقيقية على الصحة العامة وعلى البيئة، إضافة إلى كلفتها المالية العالية.

وفي هذا السياق، قامت «بيروت مدينتي» منذ كانون الأول الماضي بصياغة عريضة لتجميد العمل بقرار مجلس بلدية بيروت اعتماد «التفكك الحراري» لمعالجة النفايات، تم توقيعها من قبل 51 جمعية و منظمة فاعلة في الشأن البيئي المحلي و الوطني (عريضة / Petition).

كما قامت «بيروت مدينتي»، ضمن سعيها للنقد البناء و التواصل الإيجابي مع صناعات القرار، بزيارة الوزراء و الجهات التالية، بغية عرض مضمون العريضة و المطالبة بتجميد قرار «المحرقة»:

وسوف تعرض «بيروت مدينتي» خطتها البديلة لإدارة النفايات وتطرحها خلال الأسابيع المقبلة للنقاش، آخذين بعين الاعتبار صحة المواطنين و التبعات البيئية والمالية كعناوين أساسية في صلب الإدارة المستدامة لهذا القطاع.

### الملف الثاني: حول السكن وقانون الإيجارات

ساهم الواقع الحالي لسوق الإسكان في حرمان معظم سكان بيروت من مسكن ملائم لحاجاتهم ومن ضمانات لسكن مستقر. ونتيجة

## التحديات البيئية في دول حوض البحر الأبيض المتوسط

تتمة الصفحة ٢

الظروف البيئية والمناخية الهشة والمضطربة والمرتبطة أساساً بالتصحر والجفاف وندرة المياه.. أو تقشي الأزمات والصراعات التي تضاعف من مخاطر التلوث البيئي..

وخلص المتدخلون إلى طرح مجموعة من التوصيات المهمة؛ في علاقة ذلك بضرورة تعزيز التعاون والتنسيق بين دول ضفتي المتوسط للحد من مختلف المخاطر البيئية التي تواجه هذا المجال الحيوي.. والتأكيد على الانعكاسات السلبية والتكلفة الخطرة لعدم الاهتمام بالبيئة على التنمية.. والإقرار بأهمية بلورة قانون بيئي خاص بحوض المتوسط؛ يهدف في مضمونه إلى الحد من التأثيرات السلبية للتلوث في المنطقة؛ مع الدعوة إلى تفعيل الاتفاقيات والبروتوكولات الخاصة بحول المتوسط..

ونوّه المشاركون بأهمية المجتمع المدني والحركات المجتمعية كفاعل في مجال تعزيز حماية البيئة وعقلنة استغلالها.. ودعوا هذه الفعاليات بدول المنطقة إلى الانخراط الجاد والمكثف في التوعية بمخاطر التلوث البحري؛ وترسيخ ثقافة بيئية داخل المجتمعات المتوسطية؛ تدعم عقلنة استغلال الثروات البحرية؛ والحرص على حماية البيئة من الملوثات المختلفة.. والتأكيد على أهمية استحضار التراث الإسلامي الداعم لحماية البيئة في شتى أبعادها..

وفي هذا الإطار اقترح البعض إعادة النظر في الحماية الجنائية للبيئة بشكل عام والمجال الغابوي على وجه الخصوص وإحداث محاكم بيئية، مع التنبيه لأهمية استحضار البيئة في التشريعات والسياسات العمومية وتطويرهما؛ وتفعيل النصوص القانونية ذات الصلة بالموضوع.

### الملف الثالث: حول الحدائق والمساحات العامة والتشجير

قام رئيس المجلس البلدي بعرض إنجازات البلدية في الفترة السابقة وخطتها المستقبلية وذلك من خلال مؤتمره الصحفي الأخير. وفي هذا الإطار تم عرض خطة البلدية للمساحات الخضراء في بيروت.

بناءً على العرض الذي قدمه المجلس البلدي، يهّم بيروت مدينتي المطالبة بأمر عدة، بينها إشراك سكان بيروت في نقاش المشاريع المنوي تنفيذها وإفساح المجال لإجراء مبادرات مفتوحة واعتماد خطة

من جميع اللاجئين الفارين من النزاع السوري طلباً للحماية الدولية. إن البلدان الأوروبية تمتلك من الموارد ما يمكنها من استيعاب عدد أكبر من ذلك بكثير، ولا سيما بالمقارنة مع بلدان مثل لبنان والأردن وتركيا حيث تتمركز حالياً غالبية اللاجئين الفارين من سوريا. لا ينبغي أن يستمر نظام الحماية الدولية في تجاهل اللاجئين الفلسطينيين. فالفلسطينيون الفارون من الحرب في سوريا إلى أماكن خارج منطقة عمليات الأونروا يجب أن ينضوا تلقائياً ضمن ولاية المفوضية، وينبغي للمجتمع الدولي أن يضغط على الحكومة المصرية كي تلتزم بالقانون الدولي وتسمح للاجئين الفلسطينيين المتواجدين على أراضيها بالحصول على خدمات المفوضية وحمايتهم. وينبغي للمجتمع الدولي أيضاً أن يحرص على أن تقدم تركيا الخدمات والحماية نفسها لكل اللاجئين المتواجدين على أراضيها وأن لا تستثني الفلسطينيين من هذه الخدمات والحماية (بما فيها تلك المقدمة من المفوضية).



تتكف الأونروا في الوقت الراهن على العمل مع السلطات المصرية وممثل منظمة التحرير الفلسطينية ووكالات الأمم المتحدة الأخرى (بما فيها المفوضية وبرنامج الأغذية العالمي) من أجل مساعدة اللاجئين الفلسطينيين الفارين من سوريا والمقيمين في مصر.

وعلى الوكالة أن تبذل جهوداً مماثلة في تركيا، بحيث تضغط على الحكومة التركية لتضمن أن اللاجئين الفلسطينيين الفارين من الصراع السوري والمتواجدين في تركيا يتلقون المساعدة من المفوضية وكذلك المساعدة والحماية التي تقدمها الحكومة التركية عموماً للاجئين الفارين من سوريا. وينبغي للأونروا، بما يتماشى ومقتضيات ولايتها الحمائية، أن تحرص على الدفاع عن احترام حقوق اللاجئين الفلسطينيين الإنسانية كجزء من جهودها المبذولة إزاء اللاجئين الفلسطينيين الفارين من سوريا إلى دول الجوار.



المقيمين على أراضيها من حقوقهم الأساسية (كالحق في العمل والتملك) باعتباره شكلاً من أشكال الدعم لحق الفلسطينيين في العودة على أساس عدم إدماج الفلسطينيين في المجتمع اللبناني. ولا يمكن فصل المصاعب الحالية التي يواجهها الفلسطينيون الفارون من سوريا المقيمون في لبنان أو الساعون لدخوله عن سياسات لبنان القائمة أصلاً تجاه الفلسطينيين على أراضيها. وحتى لو سلمنا باستثناء اللاجئين الفلسطينيين من اتفاقية عام 1951، فإن من حقهم الحصول على الحماية بموجب صكوك قانونية أخرى. إن تطبيق بروتوكول معاملة الفلسطينيين في الدول العربية، الذي اعتمده الدول العربية في الدار البيضاء بتاريخ 11 أيلول/سبتمبر 1965، تطبيقاً موحداً ومتسقاً من شأنه أن يخفف بعض العقبات والمصاعب التي يواجهها الفلسطينيون الفارون من سوريا في البلدان المجاورة.

وعلاوة على ذلك، فإن واجب حماية اللاجئين مصان في الإطار الأوسع لحقوق الإنسان الذي يشمل صكوكاً من قبيل اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، واتفاقية حقوق الطفل، والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية. ومن الجدير بالذكر أن مبدأ عدم الإعادة القسرية يُعتبر قاعدة من قواعد القانون الدولي العرفي، وهو بذلك مُلزَم لجميع الدول بغض النظر عن انضمامها إلى اتفاقية 1951.

وحتى لو كانت البلدان المضيفة للاجئين الفلسطينيين الفارين من سوريا غير موقعة على اتفاقية 1951 أو لديها تحفظات إزاء تطبيق الاتفاقية على الفلسطينيين، فإن حقوق اللاجئين الفلسطينيين، ولا سيما عدم الإعادة القسرية، ينبغي أن تُطبَّق بموجب القانون الدولي لحقوق الإنسان.

## حماية اللاجئين الفلسطينيين الفارين من سوريا

هناك خطوات عملية وفورية، وأخرى أطول أمداً يمكن أن تقوم بها إسرائيل، والمجتمع الدولي، ومنظمة التحرير الفلسطينية والسلطة الفلسطينية، والدول العربية، وتركيا لتأمين حقوق اللاجئين الفلسطينيين الفارين من سوريا.

### الأمم المتحدة والمجتمع الدولي

1. ينبغي لمكتب الأمين العام للأمم المتحدة أن يعيد مخيم اليرموك فوراً إلى قائمة الأماكن المحاصرة في سوريا.

2. ينبغي للمجتمع الدولي، ولا سيما الدول الأوروبية والدول المنخرطة في النزاع السوري، أن يسهل إعادة التوطين في بلدان ثالثة كحلٍ للفلسطينيين الفارين من سوريا. ففي ظل العنف وعدم الاستقرار الذي يواجهه الفلسطينيون داخل سوريا وفي أنحاء أخرى في الشرق الأوسط، والتمييز الذي يعانيه في الدول المجاورة لسوريا، باتت الهجرة إلى أوروبا مسألة حياة أو موت.

لم يصل إلى أوروبا منذ تموز/يوليو 2015 سوى 6% فقط

بالتسجيل لدى المفوضية السامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين (اختصاراً سنستخدم -المفوضية- أدناه). وفي الوقت نفسه، تقع مصر خارج منطقة عمليات الأونروا. لذا لا توجد في الوقت الراهن أي وكالة تابعة للأمم المتحدة مسؤولة عن حماية اللاجئين الفلسطينيين ومساعدتهم في مصر. فضلاً على أن حصول الفلسطينيين القادمين من سوريا على تأشيرة لدخول مصر صار شبة مستحيل. ولأن الفلسطينيين (بخلاف اللاجئين الآخرين في مصر) لا يستطيعون التسجيل لدى المفوضية، فليس بوسعهم الحصول على تصاريح إقامة، أو استلام قسائم غذائية أو مساعدات طبية أو أي خدمات أخرى تقدمها المفوضية. كل ما يستطيع الفلسطينيون عمله حالياً هو التقدم بطلب الحصول على تأشيرة لشهر واحد للسفر إلى مصر، ولكن عليهم أيضاً أن يحصلوا على موافقة أمنية من أجهزة الأمن المصرية التي نادراً ما تمنحها لهم. وقد تعرّض الفلسطينيون الفارون من سوريا إلى مصر لاعتقالات تعسفية واحتجاز لفترات طويلة وترحيل إلى بلدان ثالثة وطرد جماعي على يد السلطات المصرية.

## وضع قانوني مختلف وغير متساوي

للاجئين الفلسطينيين وضعٌ قانوني مستقل ومختلف عن فئات اللاجئين الأخرى. والسبب في هذا الوضع المنفصل استثناء يرد في المادة 1(د) من اتفاقية الأمم المتحدة لعام 1951 الخاصة بوضع اللاجئين والتي تنص على أن الاتفاقية لا تنطبق على من يتلقى مساعدات بالفعل من وكالة أخرى تابعة للأمم المتحدة. وعند توقيع الاتفاقية عام 1951، كان اللاجئون الفلسطينيون يتلقون بالفعل خدمات من الأونروا ومن لجنة التوفيق التابعة للأمم المتحدة والخاصة بفلسطين، ولذلك استبعدوا من ولاية المفوضية. ولكن إذا فسرنا هذا البند تفسيراً صحيحاً فإن المادة 1(د) تعني أيضاً أن الفلسطينيين المتواجدين خارج مناطق عمليات الأونروا الاعتيادية أو غير القادرين على تلقي مساعدات الأونروا ينضون مباشرة ضمن ولاية المفوضية.

ومن الجدير بالذكر أن الدول العربية هي من سعى لاستبعاد اللاجئين الفلسطينيين من ولاية المفوضية، حيث خشيت من أن استيعاب الفلسطينيين ضمن فئات اللاجئين الأخرى سيضر حق العودة كحلٍ أساسي للفلسطينيين الذين طردوا أو أجبروا على الفرار من ديارهم سنة 1948. غير أن هذا الاستبعاد، كما تشير مجلة المجلد الصادرة من مركز بديل، قد ساهم أيضاً في «استحداث فئة مستقلة وفريدة من لاجئي فلسطين» وخلق بذلك بيئة تزدهر فيها السياسات التمييزية. وكما تُظهر الأمثلة أعلاه فإن الفلسطينيين الفارين من النزاع يعانون بالفعل من قيود على حركتهم وتنقلاتهم وعلى استفادتهم من الحماية الدولية، ويرجع بعض السبب في ذلك إلى هويتهم الفلسطينية ووضعهم القانوني المنفصل.

تبرر الدول العربية سياساتها التمييزية ضد الفلسطينيين في أحيان كثيرة بذريعة حماية حق الفلسطينيين في العودة. ففي مقابلة مع صحيفة الحياة اللندنية، برّر رئيس وزراء الأردن، عبد الله النسور، سياسات الأردن المقيدة للفلسطينيين الفارين من سوريا بالقول إن السماح لهؤلاء الفلسطينيين بدخول الأردن من شأنه أن يُعفي إسرائيل من مسؤوليتها تجاه اللاجئين الفلسطينيين. واختتم حديثه بالقول «إخواننا الفلسطينيين في سوريا أصحاب حق في بلادهم الأصلية، وعليهم البقاء هناك لحين انتهاء الأزمة».

وبالمثل، تبرر الحكومة اللبنانية عموماً حرمانها الفلسطينيين

## النازحون الفلسطينيون من سوريا: معاناة أصعب من الموت

الإيام

خلف الصراع المتفجر في سورية الذي أعقب المظاهرات الشعبية التي اندلعت قبل أكثر من خمس سنوات تقريباً خسائر فادحة في صفوف السكان المدنيين وسقط الآلاف من الضحايا والجرحى وأجبر ما يزيد على نصف سكان سوريا على الفرار من ديارهم، وانتشرت انتهاكات حقوق الإنسان. ومن الفئات الأضعف في هذا السياق اللاجئون الفلسطينيون الفارون من سوريا لأنهم عديمو الجنسية ومحرومون من الحقوق الممنوحة لغيرهم من اللاجئين، بما في ذلك في الأردن ولبنان ومصر وتركيا. بل إن الوضع القانوني المتداعي والضعف الاجتماعي الذي يعانيه اللاجئون الفلسطينيون الذين فروا إلى بلدان أخرى في الشرق الأوسط يدفعان عدداً متزايداً منهم إلى البحث عن الأمان والاستقرار في أوروبا.



لم يُسمح لأي مساعدات بدخول المخيم منذ أشهر، ولم تتمكن وكالة الأمم المتحدة لإغاثة وتشغيل اللاجئين الفلسطينيين في الشرق الأدنى (الأونروا) من توزيع المساعدات الغذائية على يلبدا وبابيليا وبيت سحم منذ تم تعليق الوصول إلى هذه المناطق بتاريخ 8 حزيران/يونيو 2015، رغم أنها استطاعت في الآونة الأخيرة أن توفر بعض الخدمات الصحية فيها.

ويستعرض خبراء في السياسة آثار الحرب الدائرة في سوريا على اللاجئين الفلسطينيين، ويقدمون تحليلاً يُلخص العقبات القانونية والاجتماعية التي يواجهها اللاجئون الفلسطينيون في كل بلد على جدة. ويتناولون الإطار القانوني التمييزي الذي تطبقه الدول العربية والمجتمع الدولي أيضاً على اللاجئين الفلسطينيين الفارين من سوريا، ويؤكدون أن إنكار الحكومة الإسرائيلية حقّ اللاجئين الفلسطينيين في العودة ينتهك القانون الدولي، ويشكّل عاملاً رئيساً في حالة الضعف الراهنة التي يقاسيها فلسطينيو سوريا.

قانوني، وهم محرومون من الخدمات الاجتماعية الأساسية. ويعانون أيضاً من قيود على حرية التنقل، ويعيشون في خوف دائم من الاعتقال والإعادة القسرية إلى سوريا.

### اللاجئون الفلسطينيون محرومون من حقوقهم في الأردن ولبنان ومصر

أعلنت الحكومة الأردنية في كانون الثاني/يناير 2013 سياسةً تقضي بعدم دخول اللاجئين الفلسطينيين. ومنذئذ، ظلّ من تمكّن من اجتياز الحدود إلى الأردن من الفلسطينيين (عادةً باستخدام وثائق مزورة أو مهريين) يعيش في خوفٍ من التعرض للاعتقال والترحيل إلى سوريا. والفلسطينيون الفارون إلى الأردن لا يستطيعون العيش بموجب القانون في مخيمات اللاجئين المعدّة للسوريين، ولا يمكنهم قانوناً العمل لكسب المال اللازم لاستئجار مساكن خارج المخيمات. الاستثناء الوحيد هو سايبير سيتي، وهو أشبه بالمعتقل منه بمخيم اللاجئين، وما فتئت السلطات الأردنية تنقل الفلسطينيين الموجودين في الأردن إليه سرّاً منذ نيسان/أبريل 2012. ولا يستطيع هؤلاء الفلسطينيون مغادرة سايبير سيتي إلا إلى سوريا.

أما في لبنان، فقد أخذت السلطات منذ أواخر 2013 تطلب من الفلسطينيين الفارين من سوريا أن يتقدموا بطلب الحصول على تأشيرة قبل دخول البلاد. ومنذ أيار/مايو 2014، ما عادت السلطات اللبنانية تسمح بدخول اللاجئين الفلسطينيين المسجلين في سوريا إلا إذا كانت بحوزتهم الوثائق المطلوبة للسفر إلى بلد ثالث، وحددت مدة إقامتهم في لبنان بفترة زمنية أقصاها تسع ساعات. وفي أيار/مايو 2014، فرضت السلطات قيوداً على قدرة الفلسطينيين القادمين من سوريا على تجديد إقاماتهم. وهكذا يعيش أغلب الفلسطينيين الفارين من سوريا والمقيمين في لبنان مهددين بخطر الاعتقال والترحيل إلى سوريا.

وفي مصر، لا تسمح الحكومة للاجئين الفلسطينيين

ولا يزال القاطنون في مخيم اليرموك ولبدا وبابيليا وبيت سحم يعانون من انقطاعات منتظمة في إمدادات المياه والغذاء، وفي حين أن التنقل بين يلبدا واليرموك ممكن، فإنه ينطوي على خطورة، حيث يكون من يحاول العبور بين المنطقتين تحت رحمة أهواء القوات الحكومية والجماعات المسلحة الأخرى النشطة في المنطقة. وتجدر الإشارة إلى أن المناطق المحيطة باليرموك الخاضعة لسيطرة المجموعات المسلحة والمليشيات هي نفسها مطوّقة بقوات النظام السوري التي تمنع فلسطيني اليرموك من تجاوز تلك المناطق.



بلغت الخسائر البشرية الفلسطينية المعروفة أكثر من 4 آلاف ضحية منذ بداية الحرب في سوريا، وهناك أكثر من 2000 فلسطينياً معتقلاً و490 في عداد المفقودين منذ شباط/فبراير 2015. تقبع غالبية المعتقلين وهناك آخرون محتجزون لدى الجماعات المسلحة التي تقاوم نظام الأسد.

وقد أضحي ما يزيد على 50% من فلسطيني سوريا مشردين داخلياً، في حين عبر ما لا يقل عن 15% إلى خارج سوريا. تمكث الغالبية العظمى من اللاجئين الفلسطينيين الذين فروا من سوريا في دول الشرق الأوسط المجاورة. لا يملك الكثيرون منهم أي وضع

يورد المحللون أبو مغلي وبيطارى وغابيام في توصياتهم خطوات عملية وفورية ينبغي أن تقوم بها إسرائيل ومنظمة التحرير الفلسطينية والسلطة الفلسطينية والأمم المتحدة والمجتمع الدولي لتأمين سلامة اللاجئين الفلسطينيين الفارين من سوريا بصفة عاجلة، وضمان احترام حقوقهم الإنسانية، وقدرتهم على الاحتماء من الآثار المدمرة للحرب السورية.

### اعتداءات وحصار مطوّل على اللاجئين في سوريا

تضرّر اللاجئون الفلسطينيون في سوريا كأشقائهم السوريين بشدة بسبب الحرب الجارية، حيث تعرضت المدن والقرى السورية ومخيمات اللاجئين الفلسطينيين لهجمات متكررة وحصارات طويلة من القوات الموالية لنظام الأسد ومن المجموعات المسلحة والمليشيات كذلك. وقد تعرضت مخيمات اللاجئين الفلسطينيين، كمخيم عين التل ومخيم درعا ومخيم الحسينية ومخيم سبينة ومخيم خان الشيوخ ومخيم اليرموك، لقصفٍ ودمارٍ شديدين وتشريد جماعي واسع لسكانها نتيجة للصراع الدائر.

يقع مخيم خان الشيوخ للاجئين الفلسطينيين في منطقة الغوطة الغربية التابعة لدمشق، وقد شهد قصفاً عنيفاً ودماراً هائلاً، وهو معزول الآن عن دمشق بفعل حصارٍ مفروض منذ حزيران/يونيو 2015.

دخل حصارٌ مخيم اليرموك سنته الثالثة، وهو الحصار «الأطول والأشدّ فتكاً [بالمدنيين]، حيث تسبب بأكثر

عددٍ من الوفيات بسبب الجوع»، وفقاً لمنظمة العفو الدولية. ومع ذلك، أصدر مكتب الأمين العام للأمم المتحدة في أواخر تموز/يوليو 2015 قراراً مثيراً للدهشة شطب بموجبه اسم مخيم اليرموك من قائمة المناطق المحاصرة في سوريا، بناءً على مشورة من مكتب تنسيق الشؤون الإنسانية التابع للأمم المتحدة الذي احتجّ بأن المساعدات الإنسانية قد وصلت مدنيي اليرموك الذين عبروا إلى مناطق يلبدا وبابيليا وبيت سحم المحيطة. وأقل ما يُقال بحق هذا القرار أنه محير، لأن الوضع القائم على الأرض يتفق وتعريف المكان المحاصر الذي صاغه المكتب ذاته.

## ما الذي يميز البنوك الإسلامية عن التقليدية؟



الاقتصادات في أوروبا وأميركا تدفع ثمنها. وفيما يلي نشير إلى مجموعة مهمة تميز البنوك الإسلامية عن التقليدية، تخص جوانب السلامة المالية ومتطلبات التنمية:

### اختلاف طبيعة العقود

تتعامل البنوك التقليدية في قبول الودائع والاستثمار على أساس أنها تضمن أصول هذه الودائع والاستثمارات مع العائد عليها، وذلك لتوصيفها الرئيسي على أنها قروض، وبالتالي يصنف الفقهاء طبيعة هذه العلاقة التعاقدية للبنوك على أنها يد ضمان.

ومن السمات المهمة للبنوك الإسلامية، أنها تعمل في تمويل الاقتصاد الحقيقي ولا تتاجر في الديون الفردية أو العامة، مثل شراء السندات، أو شراء وبيع سلع غير موجودة لدى البائع كما يحدث في بورصات السلع، حيث تتم عشرات العمليات بالبيع والشراء لسلعة واحدة لا يملكها في وقت التعامل أي من بائعيها. وكانت هذه السليبات من أهم أسباب تفاقم مشكلة البنوك في الأزمة المالية العالمية. ولذلك خرجت البنوك الإسلامية سالمة من تلك الأزمة، فلا هي تتاجر في السندات، ولا الديون الوهمية الناتجة عن الرهن المتكرر، ولم تتعامل على سلع وهمية.

### اعتبارات التنمية

الأصل أن البنوك تقوم بدور واضح في تمويل التنمية، ولكن تجربة البنوك التقليدية على مدار قرون كانت تركز على اعتبارات الربح، دون النظر إلى المردود التنموي. ولعل واقع تجربة البنوك في الدول العربية وغيرها من الدول النامية يوضح ذلك، فلا يستفيد من تمويل البنوك سوى الأغنياء، ولا مجال للطبقة المتوسطة أو الفقيرة في الاستفادة من تمويل البنوك التقليدية (بغض النظر عن الاعتبارات الخاصة بالحلال والحرام في المعاملات).

«لعل صيغ الصكوك الإسلامية كانت من أنسب آليات تمويل البنوك الإسلامية للحكومات أو مشروعاتها»

كما أن البنوك التقليدية أسرفت في إقراض الحكومات لتمويل الدين العام، مستفيدة من العائد المرتفع الذي تدفعه مقارنة بغيرها من المقترضين، وكذلك انعدام نسب المخاطرة في إقراض الحكومات. وأدى هذا إلى إجهام البنوك عن إقراض قطاع الأعمال لإنتاج السلع والخدمات، وزيادة الدين العام وزيادة أعبائه، وانصراف الحكومات للاعتماد على الخارج عبر الاستيراد، بل والقروض الخارجية عبر البنوك أيضاً.

ولا تملك البنوك الإسلامية حق الاتجار في الديون سواء للأفراد أو الحكومات، فلا تقوم بعمليات خصم الأوراق التجارية والمالية، أو المساهمة في تمويل الدين العام. ولكن يمكنها تمويل مشروعات عامة، سواء كانت تملكها الدولة أو مؤسساتها العامة، عبر الصيغ الإسلامية المعتمدة بناء على قاعدة «الغنم بالغرم». ولعل صيغ الصكوك الإسلامية كانت من أنسب آليات تمويل البنوك الإسلامية للحكومات أو مشروعاتها.

وبالتالي يكون لدى البنوك الإسلامية مساحة أكبر في إقراض قطاع الأعمال، مما يساعد على إنتاج السلع والخدمات، ووجود هيكل إيجابي للنتائج المحلي الإجمالي يعظم من سياسة الاعتماد على الذات في مشروع التنمية.

الرأسمالية تعتبر رأس المال العنصر الرئيسي في العملية الإنتاجية، لذلك كانت أولى تعريفات البنوك في الأدبيات الاقتصادية المعنية بدراسة البنوك، أنها «تاجر قروض»، وحاولوا تجميل التعريف فيما بعد بالحديث عن البنك الشامل.

وكان تحديد عوائد العملية الإنتاجية في النظام الرأسمالي محددًا بشكل واضح وهو «الفائدة» لرأس المال، بينما يحصل العمل على الأجر، والتنظيم على الربح، والأرض على الربح أو الإيجار.

أما المذهب الاقتصادي الإسلامي فلا ينطلق بمعزل عن العقيدة الإسلامية التي تعكس بوضوح وجود علاقة بين الإله والكون والحياة، ومن هنا فالمال في حياة المسلم والأمة الإسلامية ليس حيازة شخصية أو جماعية، إنما هو مسؤولية، وله أدوار اقتصادية واجتماعية وسياسية تستهدف عمارة الأرض في إطار من العبودية لله عز وجل.

### البعد المقاصدي للمال والبنوك

من مسلمات الشريعة الإسلامية أن المال أتى ضمن المقاصد الخمسة الرئيسية، وأنه متفرد في الحساب عليه في الآخرة، كما جاء في الحديث النبوي الشريف «لا تزول قدما عبد يوم القيامة حتى يسأل عن أربع»، ومنها «عن ماله من أين اكتسبه وفيم أنفق»، هذا على إثر ذكر المسؤولية الشخصية.

أما على المستوى العام، فهناك مقاصد خمسة تخص المال ذكرها العالم المقاصدي الجليل الشيخ الطاهر بن عاشور، وهي: التداول والرواج داخل المجتمع، والسعي للكسب والاستثمار، وإثبات ملكية الأموال، وحرية التصرف في الأموال الخاصة، ووضع المال في نصابه الحلال.

وهذه المقاصد لا تخص أموال الأفراد فقط، ولكنها تشمل أموال الشخصيات الاعتبارية (الشركات بمختلف أنشطتها، وباقي المؤسسات المالية البنكية منها وغير البنكية)، وكذلك مال الدولة، ومال مؤسسات النفع العام للمجتمع المدني. ولا تجد البنوك الإسلامية مفرا من استهداف هذه المقاصد والعمل في إطارها، فهو إطار حاكم ومحدد لنشاطاتها.

أما البنوك التقليدية فلها أيولوجية مختلفة ومقاصد مختلفة تعتمد على استهداف المال، بغض النظر عن آليات وضوابط الحصول عليه.

«البنوك التقليدية تعتبر المال سلعة تباع وتشتري عبر اعتماد الفائدة كعائد له، بغض النظر عن عوائد النشاط الاقتصادي»

قد يقول قائل إن الرأسمالية الحديثة وضعت ضوابط كثيرة للحصول على الأموال ومدى مشروعيتها.

ولكن الواقع يظهر عجز الرأسمالية من خلال تقنينها للأنشطة التي تضر بوظيفة المال، مثل القمار والرهان والصناعات التي تضر بالبيئة وصحة الإنسان. بل في بعض الدول الرأسمالية هناك تقنين للمال المكتسب من أنشطة الاقتصاد الأسود (تجارة السلاح، والمخدرات، والدعارة)، وفوق هذا كله اعتبارها المال سلعة تباع وتشتري عبر اعتماد الفائدة كعائد له في العمليات الإنتاجية والخدمية، بغض النظر عن عوائد النشاط الاقتصادي.

ولا يعد الفارق المقاصدي التمييز الوحيد بين البنوك الإسلامية والتقليدية، فهناك مجموعة من الفوارق الأخرى جعلت البنوك الإسلامية بمنأى عن التدايعات السلبية للأزمة المالية العالمية، التي لعبت فيها البنوك التقليدية دورا كبيرا أدى إلى خسائر ما زالت

البنوك الإسلامية تطبق قاعدة المشاركة في الغنم والغرم (رويترز) ولكن في البنوك الإسلامية يكون قبول الودائع والاستثمار من خلال قاعدة المشاركة في الغنم والغرم، ولذلك فهي لا تضمن هذه الودائع والاستثمارات، ولكنها تصنف على أن يدها في هذه التعاملات يد أمانة. ومن هنا تفردت تعاقبات البنوك الإسلامية عن البنوك التقليدية بتقديم صيغ المشاركات والمضاربات والمراجحات والإجارة، والقرض الحسن (وإن كانت هذه المعاملة تتم في أضيق الحدود)، وغيرها من الصيغ الشرعية الإسلامية.

### العائد على النشاط

يحدد العائد على أنشطة البنوك التقليدية من خلال آلية ثابتة هي سعر الفائدة دون اعتبارات أخرى، فالبنك التقليدي باعتباره تاجر قروض يركز على هامش ربحه المتمثل في الفارق بين سعر الفائدة على الودائع للمدخرين وسعر الفائدة على القروض الممنوحة للملاء.

ولأسف يكون هذا السعر ثابتا في مختلف الأنشطة الاقتصادية سواء كانت تجارية أو إنتاجية، صناعية أو زراعية أو خدمية، وبالتالي تفقد تحميل تكلفة التمويل إلى العدالة بين الأنشطة المختلفة. والبنوك التقليدية تحسب سعر الفائدة كنسبة من رأس المال وليس على طبيعة العائد من النشاط.

أما في البنوك الإسلامية، فيكون التعاقد على توفير التمويل لا الإقراض. وعادة ما يكون التمويل لخدمة أو إنتاج سلعة محددة. وينظر إلى العائد من النشاط وتحديد نسبة العائد لرأس المال، وهو عائد مختلف من نشاط إلى آخر، ولا يعني ذلك أن يكون البديل اختلاف نسب الفائدة، ولكن المطلوب هو اختلاف العائد على مشاركة رأس المال، وحجم المخاطر التي يتحملها، واحتساب العائد كنسبة من الأرباح لا من أصل رأس المال.

### محددات النشاط

تنظر البنوك التقليدية إلى اعتبارات مالية وقانونية تحدد من خلالها صلاحية العميل للحصول على قروضها، على رأسها الملاءة المالية، والقدرة على السداد، وأن يكون النشاط مسموحا به قانونا. ولكن البنوك الإسلامية تأخذ بالإضافة إلى هذه الشروط اعتبار النشاط من حيث الضوابط الشرعية، من كونه نشاطا حلالا ومباحا، لا حراما ومكروها، لأن القوانين قد تسمح بممارسة بعض الأنشطة التي تشوبها شبهة الحرام أو الكراهية. فالبنوك الإسلامية لا تمول زراعة أو إنتاج التبغ على سبيل المثال، أو الخمر، أو أي سلعة أو خدمة يُتفق من أنها تسبب ضررا على الفرد أو المجتمع.

## خبراء يرصدون تكلفة غياب اندماج اقتصادي بين الدول المغاربية

أكد خبراء في الندوة المغاربية، التي نظمتها منظمة العمل المغاربي بشراكة مع مؤسسة هانس سايدل بمراكش في موضوع «المشترك المغاربي»، أن المنطقة تمر بمرحلة حبلية بالتحديات والمخاطر تفرض التكتل والتنسيق وعلى امتداد يومين، قدم الباحثون والخبراء المشاركون في هذه الندوة، الذين ينتمون إلى البلدان المغاربية الخمسة، مداخلات تمحورت حول التأكيد على المشترك الذي تتقاسمه بلدان المنطقة في أبعاده وتجلياته الثقافية والتاريخية والحضارية والاجتماعية، كما وقفوا أيضاً عند التحديات الاقتصادية والأمنية والإستراتيجية التي تواجه دول المنطقة مجتمعة.

### التحديات الأمنية

في الجلسة العلمية الأولى، التي ترأستها عائشة الحجامي الباحثة المغربية في قضايا المرأة، تطرق محمد بن حمو، رئيس المركز المغربي للدراسات الإستراتيجية، إلى خطورة التهديدات الأمنية التي تعرفها المنطقة المغاربية. كما أشار إلى أن غياب التنسيق الأمني بين بلدان المنطقة، خاصة منها المغرب والجزائر، ستكون له كلفة باهظة على مستوى الاستقرار الأمني في المنطقة. وأكد المختار العبدلاوي، الباحث بكلية الآداب بجامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء، أن الإرهاب يشكل تهديداً حقيقياً لبلدان المنطقة التي فوّتت مجموعة من الفرص التاريخية لتفعيل الاندماج. كما دعا العبدلاوي إلى إحداث قوات مغاربية تساعد ليبيا على الخروج من أزمتها الأمنية.

ولامس ديدي ولد السالك، مدير المركز المغربي للدراسات الإستراتيجية بموريتانيا، مجموعة من الإشكالات التي تعوق الاتحاد المغربي؛ كانتشار بنوية الفساد في المنطقة، وغياب مجتمع مدني فاعل يمتلك القدرة على التأثير في السياسات العمومية، مورداً أن

البناء الديمقراطي هو حجر الأساس لبناء هذا الاتحاد. أما رحمة جلولي، من جامعة صفاقص بتونس؛ فقد أكدت على ثلاثة مداخل يمكنها تعزيز المسار المغاربي، أولها خيار التحديث في المنطقة بالاستثمار في المكون البشري، وثانيها يتصل بالمكون السياسي وما يتصل بالمدخل الديمقراطي، وأخيراً استحضار المكون الاقتصادي وما يرتبط به من إصلاحات ودعم للاستثمار.

### تكلفة اللا اندماج

وتركزت مداخلات الجلسة الثانية، التي ترأسها عبد المجيد أبو غازي، على تكلفة الاندماج المغاربي، حيث قدمت فتيحة الداودي عن مركز جاك بيرك بالمغرب خلاصات لأبحاث ميدانية حول المعيش الحدودي بين الجزائر والمغرب منذ 1994، وتعرضت للإشكالات الإنسانية والاقتصادية التي تواجه سكان المناطق الحدودية.

وأما الخبير المالي المدني بنحون، فقد اعتبر، في مداخلته، أن التكلفة الاقتصادية لعدم الاندماج باهظة. كما قدم مجموعة من المعطيات الإحصائية التي تفرض على دول المنطقة التفكير الجدي في تفعيل الاتحاد المغربي، خاصة مع بروز تكتلات اقتصادية على المستوى الدولي.

عبد اللطيف الفكك، نائب رئيس المعهد المغربي للعلاقات الخارجية، تطرق إلى العناصر الداعمة لبناء الاتحاد، وجدوى هذا الأخير في المرحلة الراهنة، معرجاً على بعض المحطات التاريخية في هذا الصدد؛ مع الإشارة إلى عدد من الإشكالات التي تهدد مسار هذا البناء في جوانبها المختلفة.

### سنوات ضائعة

وتضمنت الجلسة الثالثة التي ترأسها إدريس لكريني، رئيس منظمة العمل المغاربي، مداخلتة سعيد هادف، الكاتب الجزائري المتخصص في الشأن المغربي، الذي أشار إلى مجموعة من المفاهيم السياسية بالمنطقة المغاربية، معتبراً أن الوضع ما زال يتأرجح بين تبعات مخلفات الاستعمار من جهة، وإشكالات التحول السياسي بالمنطقة من جهة ثانية.

وأفاد العربي بلا، أستاذ القانون العام بكلية الحقوق بمراكش، بأن المنطقة المغاربية عاشت، منذ الاستقلال إلى سنة 2011، حالة من الجمود السياسي سماها بالسنوات الضائعة. وفي المرحلة التي

أعقبت ما سمي بـ«الثورات العربية»، أوصى المتدخل بضرورة تحكيم العقل لتجاوز حالة الاحتقان التي تعرفها دول المنطقة. وتوقف عبد الفاضل الغوالي، الفاعل المدني والخبير التربوي المغربي، عند الرهان على الشأن التربوي، حيث اعتبره مدخلا أساسيا في عملية البناء الصحيحة للاتحاد المغاربي، وتجاوز المقاربة السياسية الصرفة، واعتماد مقاربات جديدة تركز على المشترك المغاربي.

ومن جهته، تطرق عبد المجيد بنشواوية، الباحث المغربي في الشؤون المغاربية، إلى ما سماها «أوهام الخلاف بين المغرب والجزائر على خلفية أزمة العقل السياسي»، لافتاً إلى «ضرورة تجاوز الخلافات، والانفتاح على المستقبل خدمة للأجيال القادمة ومصالح المنطقة.»

### توصيات

وخلص المشاركون، بعد اللقاء، إلى توصيات عديدة؛ منها بلورة إستراتيجية مغاربية لمواجهة التهديدات الأمنية التي تواجه المنطقة في إطار من التنسيق والتعاون؛ والسعي إلى إيجاد حل سياسي توافقي للأزمة الليبية؛ مع التأكيد على أهمية مقتضيات اتفاقيات الصخيرات في هذا الصدد. خبراء يرصدون تكلفة اللا اندماج الاقتصادي بين الدول المغاربية.

وأوصى الحاضرون بالتصدي للتهديدات الأمنية المختلفة دون المسّ بمبدأي الحكامة الأمنية ودولة الحق والقانون، والتأكيد على أهمية التعاون الاقتصادي كسبيل لتعزيز العلاقات السياسية بين مختلف الدول المغاربية وتذليل المشاكل العالقة بينها، مع استحضار المشترك التاريخي.

ودعت التوصيات إلى «الاستفادة من تجارب التكتل الوازنة على المستوى العالمي، كما هو الشأن بالنسبة إلى الاتحاد الأوروبي؛ من حيث التركيز على تشبيك المصالح الاقتصادية؛ والتدرج في الأولويات؛ وتجاوز تبعات الصراعات والحروب الماضية والاستجابة لتطلعات الشعوب وحذر المصدر من الكلفة الأمنية.» والاقتصادية والإنسانية التي يفرزها الاندماج المغاربي، والتأكيد على أهمية المجتمع المدني في تعزيز الدبلوماسية الموازية وتجاوز الخلافات. كما دعا الحاضرون إلى «استحضار الأبعاد الاجتماعية والإنسانية لسكانة الحدود بين المغرب والجزائر

## الأيام

AL AYAM  
الاقتصادية  
(تأسست في بيروت سنة ١٩٦٦)

العدد - ١٠٧

تاريخ الإصدار: ٣٠ كانون الثاني  
٢٠١٧

اسبوعية إقتصادية - تصدر شهرياً مؤقتاً

مدير الإدارة: خالد وفيق الطيبي  
رئيس التحرير: مروان وليد الطيبي

مدير التحرير: عبد معروف

المدير المسؤول: فوزي صولي

ترجمة: وجيه بعيني

مدير العلاقات العامة: ماهر عياش

٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت: شارع مار الياس

سنتر دكا - ٧ ط

هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣

فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel: +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al\_ayam\_1966@hotmail.com

الاشتراك السنوي

داخل لبنان:

الأفراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل

المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل

خارج لبنان:

٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

## عن حقوق الأشخاص المعوقين... نحو سياحة دامجة



الاوربية للسياحة الدامجة.

الاحترام حكر على أسوياء المظهر، وهو ما أكدته سيلفانا في كلمتها، التي لطالما أخرجت المستمعين بأن المعوق ليس كيس بطاذا يتم حمله إلى صناديق الاقتراع وغيرها من الأماكن السياحية.

إن «السياحة الدامجة»، كما ورد في تقرير الاتحاد إنما «تعني خلق بيئة مؤهلة تلبي احتياجات كل الأشخاص على السواء، أيا كانت قدراتهم، كانوا معوقين أم لا، أو لديهم إعاقة مؤقتة (حركية، سمعية، بصرية أو فكرية)، وكذلك الأسر التي تنتقل برفقة أطفالها أو الأشخاص المسنين». واستند التقرير في مفهومه الذي يطرحه إلى أن «قطاع السياحة في لبنان يحتل مكانة رائدة، إلا أن وسائل الدمج وآلياته لا تزال غير متوافرة، ونتيجة لذلك لا يستطيع الأشخاص المعوقون، أو الكبار في السن، الاستفادة من هذا القطاع، والسبب في ذلك، ضعف الحكومة والسلطات المعنية بنسبة كبيرة في تطبيق القانون رقم 220/2000 الخاص بحقوق الأشخاص المعوقين، وفي ضعف القدرات لدى أصحاب المصالح في القطاع السياحي لإدراج معايير الإعاقة، بسبب غياب الموارد والأدوات والمهارات وسيطرة المواقف النمطية لجهة قضية الإعاقة، مما حدا بهؤلاء إلى التأكيد على الحاجة إلى تمكين الأشخاص المعوقين والمنظمات المعنية بشؤونهم حول أهمية السياحة في تعزيز التنمية الاجتماعية - الاقتصادية».

إذا، نحو سياحة دامجة، إنما هو مشروع للجميع في لبنان، وهو مشروع طموح يطالب بتعديل بعض المفاهيم كي تنعكس على قطاع العمل وحياة هؤلاء، بدءاً من شبكات داعمة على المستوى المحلي والوطني، وكذلك في خلق شراكات بين القطاعين الخاص والعام، والمجتمع الاهلي والمدني، ونتيجة لما ورد، جاء هذا المشروع ليكون الأول من نوعه في لبنان. ويتطلع المشرفون على المشروع في

ماذا يعني سياحة دامجة؟ قبل البدء بتعريف المصطلح، نشير إلى الإعلان الترويجي الذي واكب إفتتاح المؤتمر الوطني الذي عقده اتحاد المقعدين اللبنانيين وضمن برنامج «أفكار 3» الممول من الاتحاد الاوربي، ويديره مكتب وزيرة الدولة لشؤون التنمية الادارية، وفيه أن عدداً من الأشخاص يحيطون بطاولة عليها أنواع من الأطعمة، يتسامرون خلالها على رمال شاطئ البحر. ينتهي تناول الطعام، وكل يبدأ بمسيره، إلى أن تضيء الكاميرا على أفراد من ذوي الاحتياجات الخاصة ليس بمقدورهم التنقل بكراسيهم المتحركة لصعوبة ذلك على الرمال. فتسأل الفتاة من ذوي إعاقة البكم عن حقها في الجلوس على شاطئ البحر، ولكن أين؟

تساؤل هذه الفتاة، شرحتة فاطمة مدلج (في أواخر العشرينيات من العمر) برشاقة عبر البيدين، وبحنان ظاهر من العينين، إلى بعض إحناءات الكتف لتثبيت التواصل، إذ أن فاطمة تمارس مهنة تدريس الإشارات في «مؤسسة الهادي» للإعاقة السمعية والبصرية والاضطرابات اللغوية التابعة لمبرات الراحل السيد محمد حسين فضل الله، وقد أتت كمشاركة في المؤتمر، وشارحة معنى الكلام المتداول، لتلامذة أتوا معها من المؤسسة، فأخبرت في حديثها ل«الوكالة الوطنية للإعلام» أن هؤلاء الفتيات ممن لا يستطيعن الكلام إنما يتلقين التعليم في الهندسة الداخلية في المؤسسة، وأن بعضهن تخرج ويمارس هذه المهنة، والبعض الآخر تزوج ورزق بأولاد، وأن أكثر ما نحتاجه في مجتمعنا «هو تأكيد وممارسة الاحترام لذوي الاحتياجات الخاصة، ولقدراتهم على التعلم والعطاء».

إذا، ليس الحق بالتعلم والعمل ونيل

تنشط سيلفانا اللقيس في عقد الندوات، ولا تمل من حث المسؤولين الرسميين، وقوى المجتمع المدني، ومن تذكيرهم بإنسانية ذوي الاحتياجات الخاصة، وعدالة مطالبهم التي تسهم في الإعترا في بدورهم الوجودي، وتحترم شعورهم الإنساني كأى فرد في المجتمع.

ولا تتخلى فاطمة مدلج عن إرسال الإشارات التعبيرية - الناطقة إلى ذوي الاحتياجات الخاصة، لتساعدهم على فهم الاستماع إلى مطالب وعود وتمنيات وكلمات مؤثرة تشكل محور الندوات المذكورة.

كما لا يتوقف مسؤولون تعاقبوا على إدارات الدولة اللبنانية عن إطلاق الوعود، والاعتراف بتراكم غياب الانجازات تجاه ذوي الاحتياجات الخاصة، وإن كان بعضها قد شهد النور، ومنها البطاقة الممنوحة لهم، وتوقيع لبنان على إتفاقية الأمم المتحدة بشأن المعوقين.

كذلك يشارك المشرفون على «هيئة الإعاقة الفلسطينية - لبنان»، مع زملائهم في المعاناة، بالمطالب والتمنيات، من منطلق الزمالة في المعاناة الإنسانية واليومية، إذ تضم الهيئة 15 جمعية تعنى بحوالي 6200 معوق فلسطيني من كل الفئات العمرية ومن الجنسين، في ظل غياب أكثر من 50% من الخدمات المطلوب توفيرها لهم.

نشير إلى ما سبق، كي نشير مع «اتحاد المقعدين اللبنانيين» ورئيسه سيلفانا اللقيس، عدداً من القضايا التي لطالما ثابرا على متابعتها، وإن شبه فرادى، في مجتمع بات يفتقد مقومات التضامن. (أنشئ) الاتحاد في العام 1981 من قبل الأشخاص المعوقين للنهوض بهذه الفئة نحو الوصول إلى حقوقهم المشروعة والمنصوص عليها في المواثيق الدولية).

وأخر الأنشطة التي نظمها الاتحاد، ندوة إنعقدت في كراون بلازا، وكانت بعنوان «نحو سياحة دامجة»، عرضت خلالها خطة استراتيجية ضمن مشروع «السياحة للجميع في لبنان»، تحدث فيها وزيراً السياحة أفاديس كيدانيان، والتنمية الإدارية عناية عز الدين، وممثلون عن مصرف لبنان، واتحاد النقابات السياحية، واتحاد غرف التجارة والصناعة والزراعة في لبنان، والاتحاد الاوربي، والشبكة

سياق تحقيق تعريف ثقافة الدمج في القطاع السياحي، إلى قيام حملة إعلامية لكسر الثقافة النمطية السائدة في التعاطي مع الأشخاص المعوقين وحقوقهم، وخصوصاً أنهم يشكلون 15% وفقاً لأرقام البنك الدولي.

أما في مجال تسهيل سياحة هؤلاء، فإن النموذج الرائد بالنسبة لهم، هو نموذج سياحي مكيف لاستقبال جميع الأشخاص على اختلاف احتياجاتهم، وتوفير مساحات وأماكن خالية من أي عوائق، ويفتح الآفاق لتوظيف الأشخاص المعوقين، ويني إطار عمل تنسيقي مع الهيئات الفاعلة في تنمية السياحة.

تنتهي بنود المشروع المذكور أعلاه بكلمات فيها من العبرة والعبر ما يهز الضمائر: ما بمشي، ما يشوف، ما بسمع، ما بشبهك، هيدي مش إعاقتي.. الحواجز إعاقتي..

منى سكرية - وطنية

## ندوة مالية اقتصادية في بيت الكتاب المركزي في الصيفي

دعا رئيس حزب الكتائب اللبنانية النائب سامي الجميل الى «اقرار الموازنة العامة و اعلان حالة طوارئ اقتصادية لان المؤشرات خطيرة جدا»، محذراً من ان «اي زيادة على الضرائب ستشكل كارثة على الاقتصاد اللبناني»، ورأى ان «اي حل انقاذي يبدأ بزيادة حجم الاقتصاد والاستثمارات وليس بفرض الضرائب».



على صعيد الإيرادات» وتحدث فيها الوزير السابق الان حكيم، فرأى ان «الموازنة لا تتجاوب مع اي اهداف او رؤى او خطة اقتصادية»، وقال: «لقد قدمنا في السابق خطة اقتصادية الى مجلس الوزراء ولم يجنبا عليها احد، علما ان اللجنة البرلمانية الاقتصادية كانت قد وافقت عليها. الموازنة الحالية لا تحوي خطة تكشف ولا وجود للمؤشرات فيها، فموازنة اليوم هي مجرد اداة لتغطية الإنفاق المستمر، والسياسة الضريبية في لبنان هي لتمويل الإنفاق دون اي دراسة جدوى».

الفا من اصل 22 الف وظيفة ملحوظة في الملاك الإداري العام»، واعتبر ان «الوظائف العسكرية في تزايد مستمر وتشكل حصة رواتب واجور العسكريين وملحقاتها 60 بالمئة من الكلفة الإجمالية يتبعها الجهاز التربوي والجهاز المدني، وقاتورة اجور العسكريين ازدادت بواقع 140 بالمئة في عشر سنوات».

ورأى ان «هناك غياب لأي خطة جديدة لإعادة هيكلة القطاع العام والاقتصاد عموماً وإعادة النظر بحجم ودور الإنفاق الحالي».

## الجلسة الثانية

وعقدت الجلسة الثانية تحت عنوان «الإصلاحات

فادي الهبر الوزير السابق الان حكيم، رئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي في الحزب جان طويل وعدد من المتخصصين.

## الجلسة الأولى

ثم التأمّت الجلسة الأولى تحت عنوان «الإصلاحات على صعيد النفقات»، تحدث فيها الخبير الاقتصادي الدكتور جاد شعبان عن «الموازنة العامة بين التقنية والتطبيق»، ورأى ان «موضوع سلسلة الرتب والرواتب مطلب محق وزيادة الرواتب والأجور ضرورية للتعويض عن الخسارة في القدرة الشرائية». وطالب ب«ضرورة فصل سياسة انصاف الموظفين وتعزيز رواتبهم عن اصلاح الإدارة العامة وتفعيلها». ولفت الى ان «القطاع العام يعمل حالياً بثلاث طاقته وتعاني الإدارة من شغور في ملاك موظفيها يصل الى 70 بالمئة، وما بقي منهم تتراوح معدلات اعمارهم بين 47 و58 عاماً. وتبلغ عدد المراكز الشاغرة في الدولة 15

كلام الجميل جاء في خلال ندوة مالية اقتصادية في بيت الكتاب المركزي في الصيفي، نظمها المجلس الاقتصادي والاجتماعي في الحزب تحت عنوان «الموازنة اللبنانية بين التطبيق والتقنية»، في حضور الى النائب سامي الجميل، رئيس مجلس الاقتصادي والاجتماعي ووجيه نسناس، الامين العام للمجلس الأعلى للخصخصة زياد حايك، رئيس جمعية تجار بيروت نقولا شماس، رئيس تجمع الشركات المستوردة للنظف مارون شماس، رئيس جمعية تراخيص الإمتياز شارل عريبي، رئيس تجمع رجال الأعمال فواد زمكل، رئيس تجمع شركات التأمين ووجيه زكار، رئيس القسم الأبحاث في بنك بيبيلوس نسيب غبريل، نائب رئيس جمعية الصناعيين جورج نصرأوي ممثلاً رئيس جمعية الصناعيين فادي الجميل، عضو المجلس التنفيذي في نقابة المعلمين مجيد العيلي، عميد كلية العلوم الإدارية والمالية في جامعة الحكمة الدكتور روك مهنا، الأستاذ المحاضر في قانون الضرائب كريم ضاهرا، الخبير الاقتصادي سامي نادر، النائب

## التحديات البيئية في دول حوض البحر الأبيض المتوسط

د. إدريس لكريني

والإرهاب الدولي وتلوث البيئة.. ويكتسي المتوسط أهمية كبرى؛ بالنظر لموقعه الاستراتيجي بين ثلاث قارات تحتضن أكبر دول منتجة للنفط؛ وبالنظر أيضاً لحجم الأنشطة التجارية العالمية التي تتم عبره كمرحلي حيوي يفصل بين المحيط الأطلسي والمحيط الهادي.. وفي سياق الدينامية التي أفرزها تنظيم المغرب لمؤتمر الأطراف في الاتفاقية، الإطار للأمم المتحدة بشأن تغير المناخ، في دورته الـ 22؛ شهدت مدينة مراكش تنظيم ندوة دولية، تمحورت حول البيئة في المتوسط.. فضاء للشراكة أم مجال للتنافس؟

شكّلت الندوة التي نظّمها مختبر الدراسات الدولية حول إدارة الأزمات؛ مناسبة للتطرق إلى التوسع والتطور الملحوظين اللذين طبعاً مفهوم السلم والأمن الدوليين في السنوات الأخيرة؛ حيث أكد المشاركون في هذا الصدد على حيوية الجانب البيئي كعنصر أساسي ومحوري في تحديد هذا المفهوم..

وتناول الباحثون والخبراء في مداخلاتهم مختلف الإشكالات البيئية التي تواجه المنطقة؛ في علاقة ذلك باللجوء البيئي الذي يحيل إلى نوع من الهجرة القسرية الناتجة عن

لقد تزايدت التحذيرات العلمية أو تلك التي تطلقها تقارير المنظمات الدولية المعنية بالبيئة؛ بصدد المخاطر والتهديدات الجديدة التي تواجه منطقة المتوسط على مستوى التنوع البيولوجي..

وتتعدد المخاطر البيئية التي تواجه البحر الأبيض المتوسط في الوقت الراهن؛ سواء تعلق الأمر منها بالاستغلال المفرط والعشوائي للثروة السمكية وما يرافق ذلك من استنزاف للمخزون السمكي والثروة البحرية بشكل عام، أو تلك المرتبطة بتصريف المياه الكيماوية أو العادمة دون معالجة داخل الحوض؛ بما في ذلك تلك التي مصدرها المصانع (تشير التقارير إلى أن أكثر من ستين مصنعاً لتكرير النفط يقوم بطرح ما يناهز 02 ألف طن من الملوثات النفطية بالحوض كل سنة) أو البيوت بالدول المطلة على البحر؛ أو الملوثات التي مصدرها ناقلات النفط التي تعبر المنطقة بشكل مكثف يومياً..

يشكل أمن المتوسط جزءاً محورياً من الأمن العالمي الذي لم يعد مقتصرًا في أسسه ومكوناته على عنصر وحيد يحكمه الهاجس العسكري؛ بل أضحي شمولياً ومنفتحاً على قضايا الأمراض الخطرة العابرة للحدود؛ والجريمة المنظمة

الضفتين أمراً ملخاً وضرورياً لمواجهة تحديات مشتركة لا تميز بين هذا الطرف أو ذاك.. وعلى رأسها أولوية مواجهة تلوث البيئة في هذه المنطقة التي تحظى باهتمام وتناسف دوليين كبيرين.

لا تخلو منطقة المتوسط من مخاطر وتهديدات أخذت في التطور خلال العقود الأخيرة؛ في علاقة ذلك بتمدد الإرهاب في عدد من دول المنطقة؛ واندلاع مجموعة من الأزمات والمنازعات العسكرية في بعض الدول المطلة على المتوسط (فلسطين المحتلة، وليبيا، وسوريا..) وتنامي الهجرة السرية واللجوء؛ وما يرافق ذلك من كوارث إنسانية نتيجة غرق العديد من المراكب والسفن في عرض المتوسط، إلى الحد الذي دفع البعض إلى اعتباره «مقبرة» للمهاجرين وطالبي اللجوء في السنوات الأخيرة، علاوة على تزايد المخاطر البيئية التي شكّلت الدافع نحو بلورة مجموعة من التدابير والجهود والترتيبات الإقليمية الدولية الرامية للمحافظة على أمن وسلامة هذا الفضاء الحيوي..



شكّل المتوسط تاريخياً فضاء للتواصل والتلاقح بين الشعوب والحضارات المتعاقبة، وعلى امتداد سواحله يعيش حالياً أكثر من 150 مليوناً؛ ويشكّل هذا المجال مورد رزق لجزء مهم من ساكني ضفتيه بصور مباشرة (الأنشطة المتصلة بالصيد البحري) أو غير مباشرة (الأنشطة المرتبطة بالسياحة والتجارة البحرية..). وهو ما يعتبر مصدر ثروة للكثير من الدول المطلة عليه؛ سواء على مستوى المخزون السمكي الهائل والمتنوع الذي يحتضنه؛ أو من حيث المداخل المرتبطة بالأنشطة التجارية والاقتصادية التي تتم عبر الموانئ.

وفي عالم اليوم الذي تشابكت فيه العلاقات بين الدول وتنامت المخاطر العابرة للحدود بشكل مخيف؛ أضحي التعاون والتنسيق بين دول

# الأيام

## AL AYAM

### الاقتصادية

( أسسها وفتح الطيب سنة ١٩٦٦ )

١٠٠٠ ليرة

أسسها وفتح الطيب سنة ١٩٦٦

العدد - ١٠٧ - شباط ٢٠١٧



### الاقتصاد العربي - ص.٤

خبراء يرصدون تكلفة غياب اندماج اقتصادي بين الدول المغاربية

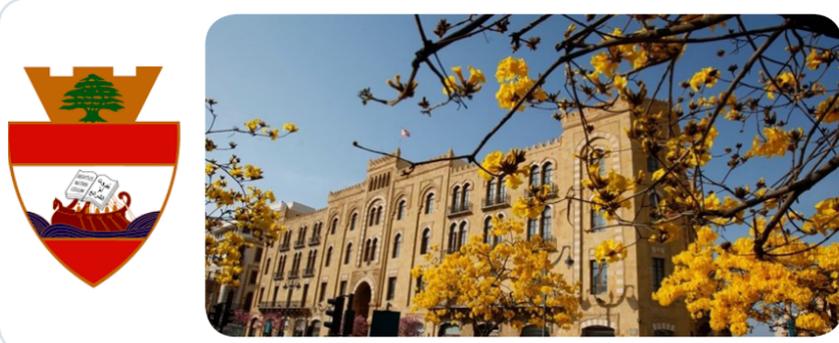


### القضية المركزية - ص.٦

النازحون الفلسطينيون من سوريا: معاناة أصعب من الموت

## مجلس بلدية بيروت يعرض خطته للمدينة... هل تُنفذ الوعود؟

الأيام



عقد رئيس بلدية بيروت، المهندس جمال عيتاني، مؤتمراً صحافياً بعنوان «بيروت اليوم وبكرا»، لعرض واقع العمل البلدي ومستقبله بعد مرور سبعة أشهر على الانتخابات البلدية في العاصمة اللبنانية بيروت، وفوز اللائحة المدعومة من الأحزاب السياسية. وقد تم عرض الخطة في خطوطها العريضة على الحضور. المواطن اللبناني وسكان العاصمة بالخاص اعتادوا على الوعود والخطط السطحية لكن هذه المرة سينتظرون تطبيق الخطط على أرض الواقع قبل ان يكمن شيطان السياسة اللبنانية في التفاصيل.

«التفكيك الحراري يشمل أكثر من 20 تقنية لمعالجة النفايات»، رافضاً إطلاق تسمية المحرقة على المعمل. ويُشكل إنشاء محرقة النفايات أحد معالم خطة البلدية لمعالجة النفايات الصلبة التي تشمل: «تولي البلدية عملية كنس النفايات وجمعها، مع اعتماد مبدأ الفرز من المصدر عبر إنشاء مستوعبات جديدة للنفايات فوق الأرض وتحتها لجمع النفايات المفروزة، واستخدام شاحنات حديثة لا تنتم ص. ٨

«معمل التفكيك الحراري» الذي أعلن عن إنشائه قبل انتهاء الخطة المؤقتة التي أقرتها الحكومة لطمر نفايات المحافظتين في البحر المتوسط وتنتهي بعد 3 سنوات ونصف السنة، هو في الواقع محرقة. وقال إن «المشروع المقترح لإدارة النفايات هو حل بيئي بامتياز، وسيراعي دفتر الشروط التخلص الأمثل من المخلفات الهوائية والرماد الذي سيُنتج عن معالجة النفايات في المعمل المنتظر إنشاؤه». وأشار رئيس البلدية إلى أن

أما الموضوع الأهم، أي موضوع معالجة النفايات في المدينة وهو الذي يشغل الناس وقلقهم على مستقبل أطفالهم الصحي، فقد أعلن رئيس مجلس البلدية العمل على خطة مستقلة للعاصمة، بعد موافقة مجلس الوزراء على استثناء بيروت من أي حل طويل الأمد لمعالجة النفايات الصلبة بناء على رغبة المجلس البلدي.

### كلمة «محرقة» محظورة

وتجنّب رئيس البلدية استخدام مُصطلح «محرقة»، قبل أن ينفي بشكل قاطع أن يكون

تتضمن الخطة اربعة محاور انمائية محددة كالتالي:

- 1- الانماء المُدني والبيئي المستدام
  - 2- الانماء الاقتصادي والاجتماعي المشتمل
  - 3- الانماء الثقافي والرياضي المتكامل
  - 4- الانماء الاداري والشراكة والحكم الرشيد
- و تحدد المشاريع ضمن كل محور حسب التصنيفات التي وُضعت:
- المشاريع القائمة المجدية
  - المشاريع الجديدة الضرورية والملحة
  - المشاريع المستقبلية ضمن مخطط توجيهي

## «حظر ترامب» يربك الشركات الأميركية

نشط لتقديم المشورة والمساعدة القانونية. ولم يكن لدى فيسبوك تعليق أكثر مما قاله مارك زوكربيرج، الرئيس التنفيذي للشركة في تدوينة، أوضح فيها أنه «قلق» من هذا الأمر وأبدى تأييده للمهاجرين. وكان قد أصدر ترامب قراراً تنفيذياً يحظر دخول اللاجئين السوريين إلى الولايات المتحدة حتى إشعار آخر وتعليق دخول الزائرين القادمين من 6 دول ذات أغلبية مسلمة لثلاثة أشهر.

وأثار قرار ترامب بحظر مواطني سبع دول شرق أوسطية انتقادات واسعة من جانب منظمات حقوقية وشخصيات بارزة.

عاد للولايات المتحدة قبل ساعات فقط من سريان أمر ترامب. وقالت شركة غوغل في بيان «نشعر بقلق من تأثير هذا الأمر وأي مقترحات قد تفرض قيوداً على موظفي غوغل وأسرهم، أو قد تخلق عقبات أمام جلب مواهب عظيمة للولايات المتحدة.

وقالت غوغل «سنواصل إبلاغ أرائنا بشأن تلك القضايا للزعماء في واشنطن ومناطق أخرى.»

من جانبها، قالت شركة مايكروسوفت في بيان «نتبادل القلق بشأن تأثير الأمر التنفيذي على موظفينا من الدول المدرجة وكلهم موجودون في الولايات المتحدة بشكل قانوني ونعمل معهم بشكل

مواطني سبع دول إلى الولايات المتحدة، حتى إذا كانوا يحملون تأشيرات دخول أو تصاريح إقامة دائمة في خطوة فاجأت شركات كثيرة.

ونقل مسؤول تنفيذي بغوغل عن ساندرا بنتشاي الرئيس التنفيذي للشركة في رسالة عبر البريد الإلكتروني للموظفين إن أكثر

من 100 موظف بغوغل تأثروا بهذا الأمر

وأضاف أن موظفاً بغوغل يحمل الجنسية الإيرانية ومعه إقامة قانونية بالولايات المتحدة



هرعت شركات أميركية، للتكيف مع تداعيات الأمر التنفيذي الذي أصدره الرئيس دونالد، ترامب بشأن الهجرة مع استدعاء شركة غوغل موظفيها من الخارج بشكل عاجل. ويحظر الأمر الذي أصدره ترامب دخول